

INSTRAW
nouvelles  
FEMMES ET DEVELOPPEMENT



1990 I
ECO-GLO
FR

**FEMMES
AU CREDIT**
No.15 • HIVER 1990

Sommaire

-
- 2 DES FEMMES ENTREPRENANTES FONT PARLER D'ELLES
-
- 3 ACCES DES FEMMES AU CREDIT
L'INSTRAW analyse l'un des problèmes les plus pressants pour le progrès des femmes.
-
- 15 PROGRAMMES ALTERNATIFS DE CREDIT POUR LES FEMMES EN REPUBLIQUE DOMINICAINE
Des femmes pauvres démontrent qu'elles méritent qu'on leur prête de l'argent.
-
- 17 LES STATISTIQUES ET LES INDICATEURS CONCERNANT LES FEMMES
Les systèmes statistiques du monde entier ne fournissent pas les indicateurs permettant de mesurer la contribution des femmes à la société.
-
- 18 ATELIER REGIONAL SUR LES METHODES DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES STATISTIQUES SUR LES FEMMES DU SECTEUR NON STRUCTURE ET LEUR CONTRIBUTION AU PRODUIT NATIONAL
Une initiative conjointe en vue d'évaluer la participation des femmes au sein du secteur non structuré en Afrique.
-
- 26 "CONSIDERER LA QUESTION DES FEMMES" C'EST LE ROLE DES NATIONS UNIES
Un entretien avec Mme Hilikka Pietila.
-
- 30 LES CELEBRATIONS POUR LE DIXIEME ANNIVERSAIRE DE L'INSTRAW CONTINUENT
L'Institut a continué à célébrer son dixième anniversaire pendant toute l'année 1990.
-



*Observée par son apprentie, une femme de Bali tisse une étoffe.
Photo ONU de Maggie Hopp.*

Rubriques

-
- 1 EDITORIAL
L'accès des femmes au crédit.
-
- 27 FEMMES ET DEVELOPPEMENT: LE DEBAT CONTINUE A L'ONU
-
- 33 NOUVELLES IDEES A L'EXTERIEUR DU SYSTEME DES NATIONS UNIES
-
- 36 BIBLIOTHEQUE
-
- 39 NOTRE CHOIX
-
- 40 NOUVELLES INTERNES
-

Rédaction: Dunja Pastizzi-Ferencic, Eleni Stamiris, Marie-Paul Aristy.

Edition: Erica Meltzer.

Collaboration: Grace Bediako, Borjana Bulajich, Corazón Narváez, Jeannie Pou, Leticia Vences.

Production et distribution: Magda Canals, Leticia Vences.

Traduction: Yvonne Bellion, Agnès Boonefaes.

Composition et mise en page: Ninón de Saleme.

L'accès des Femmes au Crédit

La crise économique mondiale persistante de ces vingt dernières années a eu des effets dévastateurs sur la structure économique et sociale de nombreux pays en développement. Des programmes d'ajustement structurel ont été mis en place pour dynamiser la relance des économies, mais s'il est vrai que ces programmes ont indiscutablement été d'utilité dans certains domaines, ils ont également aggravé la situation des plus défavorisés en provoquant directement ou indirectement l'augmentation du prix des biens de consommation, la suppression des subventions aux aliments, la réduction des salaires minimums et l'abandon de la législation de protection du travail, l'érosion des mécanismes de correction des salaires en fonction de l'inflation et de compression des dépenses publiques et l'utilisation croissante de la main-d'oeuvre féminine et infantile.

On reconnaît généralement aujourd'hui que les femmes, qui subviennent seules aux besoins d'innombrables ménages, supportent la charge la plus lourde et qu'elles ont par là même besoin de prêts financiers. Pourtant, en même temps, l'accès au crédit officiel est souvent interdit aux femmes à cause de différents obstacles d'ordre social, juridique et financier. La communauté du développement cible donc de plus en plus souvent ses initiatives sur la conception de formules de crédit destiné aux secteurs les plus défavorisés et en particulier aux femmes, qu'elles soient des agricultrices de subsistance, des travailleuses du secteur non structuré urbain ou des propriétaires de micro-entreprises axées sur la production et la vente de biens et de services en dehors de leur foyer.

Ce numéro d'INSTRAW *Nouvelles* analyse la nature de ces programmes de crédit, et notamment de ceux conçus spécialement pour les femmes (voir dossier, p. 3). Il examine les différents types de crédit disponibles, les usages qui en sont faits, les composantes des programmes de crédit qui ont eu du succès ainsi que les éléments que doivent comporter ces formules de crédit, à savoir les possibilités de formation et l'offre des moyens de production. Des études de cas donnent des exemples de coopératives de femmes, d'établissements de crédit et d'autres intermédiaires financiers non officiels, du mode de fonctionnement des groupes de solidarité, des fonds de prêts auto-renouvelables, de dons à titre définitif et de projets de mise en marche d'une micro-entreprise (p. 6). Une étude de cas plus approfondie — en provenance de la République dominicaine, pays d'accueil de l'INSTRAW — est présentée dans le supplément de ce numéro de même qu'une analyse des facteurs macro et micro-économiques qui influencent l'accès des femmes au crédit.

Ce numéro examine également les activités du système des Nations Unies, et en particulier de l'INSTRAW (p. 33). L'Institut a été l'un des tous premiers à établir le lien existant entre les femmes et les relations économiques internationales, et principalement, avec le secteur non structuré et les politiques financières. Il organise en ce moment un séminaire sur l'amélioration des prêts destinés aux femmes (p. 9) et il vient de publier une compilation d'études sur les politiques financières en vue d'accroître l'accès des femmes au crédit (p. 14).

Les emprunteuses s'enorgueillissent à juste titre de leurs taux de remboursement supérieurs à ceux des hommes; elles ont également tendance à utiliser davantage que les hommes leur revenu personnel au profit du bien-être, de la santé et de l'éducation de leur famille. Il en résulte que les programmes de crédit à l'intention des femmes créent des possibilités viables d'emplois et de revenus supplémentaires et bénéficient tous les secteurs de la société, contribuant ainsi substantiellement au développement national. □

Les femmes entrepreneuses font parler d'elles

Une Rwandaise de trente ans engage son pays dans un nouveau programme national destiné à promouvoir la pisciculture afin de remédier au déficit alimentaire du Rwanda. Par ailleurs, au Pakistan, une villageoise aide d'autres femmes à fabriquer et à commercialiser de l'artisanat afin d'en tirer des revenus supplémentaires et atteindre l'auto-suffisance économique. Ces deux histoires ont été publiées récemment par le *Times* de New York; elles montrent comment les femmes du tiers monde ayant les qualifications et la détermination nécessaires peuvent vaincre la plupart des obstacles d'origine sexuelle et même d'autres plus généraux, de type socio-économique, avoir du succès et contribuer, par dessus le marché, au progrès de leur pays.

Le *Times* du 14 décembre 1989 raconte ainsi dans son reportage que l'ingénieur agronome rwandaise, Pelagie Nyirahabimana — fille d'un agriculteur traditionnel — dirige un programme gouvernemental visant à former des promoteurs en pisciculture qui vont d'une exploitation agricole à l'autre montrer aux agriculteurs qui, jusqu'à présent, s'étaient contentés d'élever du bétail ou de faire pousser des cultures, comment élever aussi des tilapias. Des cabanes pour les animaux — poulets, canards, lapins — peuvent être placées au-dessus des viviers et fournir aux agriculteurs de l'engrais qui leur permettra de doubler le rendement de leurs champs. Les poissons prospèrent grâce aux excréments de poulet, ils grandissent et grossissent grâce à lui mieux qu'avec n'importe quel autre élément nutritif.

"Mme Nyirahabimana", dit l'article, "encourage les promoteurs à faire participer les femmes au programme car ce sont elles qui travaillent traditionnellement le plus dur dans les campagnes africaines et elles aussi qui en retirent le moins de profit. Parmi les nouveaux éleveurs de poisson, une sur quatre est une femme." Et elle considère que ces femmes sont "les meilleurs pisciculteurs. Les promoteurs trouvent qu'il est plus facile de travailler avec

elles parce qu'elles ne prétendent pas tout savoir. Et nous avons conseillé aux promoteurs de rechercher les femmes parce que nous avons pensé qu'il valait mieux que l'argent de la vente des poissons profite à la famille."

Cette observation coïncide avec une bonne part des recherches menées par l'INSTRAW et par d'autres organisations internationales montrant que l'impact du revenu des femmes peut être plus important pour les conditions de vie de la famille que celui des hommes. En effet, les femmes ont tendance à dépenser leurs gains pour les besoins élémentaires du ménage alors que les hommes dépensent les leurs en biens de consommation et autres articles moins essentiels.

Mme Nyirahabimana a même ouvert un restaurant à proximité de l'un des viviers pour contribuer ainsi à changer les habitudes alimentaires des Rwandais et encourager la consommation de poisson qui est tabou dans beaucoup d'endroits. En grande partie grâce à son travail, la pisciculture a progressé rapidement au Rwanda et elle fournit un aliment de remplacement, à bas prix, dans un pays qui souffre d'un accroissement rapide de sa population et du manque de terres cultivables. Des Rwandais ont été formés à l'étranger aux techniques de pêche et le Président lui-même possède maintenant des viviers dans son exploitation agricole.

"Des villageoises gagnent l'estime des autres (en même temps que des roupies)", tel est le titre d'un article du *Times* du 9 juin 1990 qui raconte comment les femmes de Shah Jewna, au Punjab (Pakistan) se sont groupées afin d'améliorer leur situation économique et faire progresser en même temps leur position sociale.

Jivni, femme célibataire de quarante ans, s'est mise à tirer profit de ses talents de brodeuse, "s'arrachant ainsi à la déchéance et à la misère et faisant de même pour sa mère veuve". Les blouses de Jivni sont tellement demandées que les villageois l'appellent avec admiration la "Saint-Laurent" du village. Actuellement elle apprend à d'autres femmes à tisser et à broder des vête-

ments qui seront ensuite vendus dans les bazars.

Jivni a reçu l'aide d'une autre villageoise, Syeda Abdia Hussain, qui est partie de Shah Jewna pour aller étudier à l'université; elle représente maintenant le village au parlement. Mme Hussain a à sa charge le programme d'auto-assistance dont bénéficient Jivni et les autres femmes. Elle a mis une annonce dans la mosquée du village et elle a embauché les femmes qui y ont répondu pour broder des vêtements et des nappes qui sont ensuite vendus à un magasin d'un grand hôtel de Lahore. Actuellement près de 100 femmes sont concernées par ce programme.

Comme le souligne le *Times* "s'il existe un facteur responsable du retard de cette région alors que d'autres pays asiatiques accèdent à la prospérité c'est bien la condition de la femme. Au Pakistan, en Inde, au Népal, au Bangladesh... les femmes rurales sont pauvres, analphabètes, privées de leurs droits et accablées d'enfants." Mais l'expérience vécue par Jivni et Mme Hussain "montre bien comme il peut être simple de changer ce schéma dans un village grâce à un heureux concours de circonstances. Les villageoises disent qu'elles n'ont pas eu à affronter d'"opposition sérieuse" de la part des hommes; au contraire, cette expérience a contribué à gagner leur respect. "Ici, les femmes ont toujours été à la charge des hommes et elles devaient leur demander l'argent dont elles avaient besoin", a déclaré l'une des femmes, selon le *Times*. "Aujourd'hui, c'est l'inverse et les hommes ont un peu peur de nous. Mais ils ne nous interdisent pas de travailler."

Un vaste éventail de programmes des Nations Unies en faveur des femmes et du développement ont prouvé l'efficacité des efforts en commun des femmes — qu'il s'agisse de demander et de gérer un prêt, de faire marcher une coopérative ou de s'occuper d'une crèche—. Ces expériences tirées d'un journal international illustrent de manière extraordinaire combien précisément ces programmes et les projets d'origine locale peuvent être bénéfiques. □

Accès des femmes au crédit

L'accès des femmes au crédit constitue actuellement l'un des problèmes les plus angoissants du monde en développement. Traditionnellement, cet accès a été freiné par les politiques financières des établissements de crédit, par les législations nationales et par les coutumes sociales. Et pourtant, bien souvent ce sont les femmes, et notamment les plus défavorisées d'entre elles, qui ont le besoin le plus urgent d'argent pour vivre, et surtout pour s'en sortir et encore plus pour réussir. A maintes reprises, les spécialistes du développement ont découvert que c'était le revenu des femmes, et non celui des hommes, qui servait à l'alimentation et à l'éducation de la famille; lorsque ce revenu diminuait ou manquait totalement, comme cela a été le cas pendant la crise économique mondiale de ces dix dernières années, le bien-être social de la future génération est menacé.

Fort heureusement, un nouveau phénomène est apparu dans la communauté du développement: la prolifération de programmes de crédit spécialement conçus pour répondre aux besoins spécifiques des femmes. Ces programmes ont des limites et des défauts, mais ils ont déjà fait beaucoup et ils continueront à le faire, pour neutraliser les effets souvent négatifs des programmes de rigueur économique — également connu sous le nom de programmes d'ajustement structurel — indispensables pour la relance de leur économie qui bat de l'aile, mais qui provoquent souvent, sans même que l'on s'en rende compte, la détérioration des conditions de vie socio-économiques de vastes secteurs de la population.

Le lien qui unit les femmes et les relations économiques internationales est une discipline relativement récente, qui a son origine avant même l'apparition du mouvement féministe, mais qui n'a pris un essor décisif qu'à la suite des crises économiques des années 70

et 80, parce qu'il était devenu évident que la condition des femmes se détériorait dans plusieurs domaines au lieu de s'améliorer. Comme le souligne l'étude réalisée en 1987 par l'INSTRAW, *La femme et l'économie mondiale*, la dépression économique qui a frappé le monde entier a provoqué la diminution des recettes au titre des exportations et l'augmentation du prix des importations dans de nombreux pays en développement; le coût du crédit a, lui aussi, augmenté. Parallèlement à ces phénomènes, l'on enregistrait une progression très nette de l'endettement du tiers monde qui a provoqué, à son tour, une spéculation démesurée, des taux de change instables et des dévaluations, la fuite des capitaux et une diminution de l'aide internationale.

Les pays en développement assistent à la chute des salaires, à la diminution de l'emploi et à la répartition inégale des revenus de même qu'à l'escalade des prix des produits de première nécessité. Tout ceci concerne le niveau macro-économique; sur le plan micro-économique, les femmes et les enfants reçoivent de plein fouet l'impact de la récession mondiale, au fur et à mesure que grimpent les taux de mortalité, de morbidité et de malnutrition.

Même avant la crise, le progrès des femmes était, dans le meilleur des cas, ambigu: l'industrialisation de l'après-guerre a, dans l'ensemble, créé un plus grand nombre d'offres d'emploi pour les femmes, mais c'est souvent dans des industries de pointe qui accentuent encore davantage l'exploitation des travailleuses ou qui renforcent la division traditionnelle du travail entre les sexes, laquelle avantage les hommes. Les industries faisant un usage intensif de capital et les nouvelles technologies agricoles ont favorisé le travail des hommes qui se chargent maintenant des activités de vente, alors que les femmes se cantonnent dans les tâches ménagères et le travail dans le secteur non

Quelques statistiques fondamentales...

- Un ménage sur quatre dans le monde entier a une femme comme chef de famille.
- Les femmes des pays en développement fournissent 80% des aliments et de l'eau et 50% du combustible dont leur famille ont besoin et elles gèrent de 70 à 80% des petites entreprises dans les villages.
- La valeur marchande des activités ménagères et de la production domestique des femmes représente généralement de 30 à 38% du total en espèces et en nature du ménage.
- Les femmes possèdent à peine 1% des biens fonciers du monde entier.
- Les activités du secteur non structuré occupent de 30 à 70% de la population active du monde en développement; une majorité qui va croissant des travailleurs de ce secteur sont des femmes, tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés.
- Le secteur non structuré ne produit que 10% des biens urbains dans les pays en développement.
- Les effectifs salariés des micro-entreprises industrielles représentent de 50 à 90% des effectifs salariés du secteur manufacturier dans un certain nombre de pays.
- Chaque prêt compris entre 300 et 1.500 dollars crée un nouvel emploi quand il s'applique à une micro-entreprise; dans le contexte industriel, un investissement de 15.000 dollars serait nécessaire pour obtenir le même résultat.
- Les programmes de crédit aux micro-entreprises atteignent des taux globaux de remboursement qui dépassent 90%.
- Le taux de remboursement des femmes est normalement supérieur à celui des hommes.
- Les femmes utilisent davantage que les hommes leur revenu personnel pour satisfaire les besoins élémentaires de leur famille et les besoins éducatifs de leurs enfants.
- Les femmes ont plus tendance que les hommes à emprunter sur le marché financier parallèle au lieu de s'adresser au marché financier officiel; le secteur non officiel est la principale source de financement pour les entreprises appartenant à des femmes.

structuré qui s'acroît continuellement. Les hommes s'identifient de plus en plus au secteur de "production" et les femmes à celui de "procréation".

Libéralisation du marché: clé pour la reprise?

Les programmes d'ajustement structurel ont été mis au point par les organismes internationaux de prêt — essentiellement le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale — en accord avec les gouvernements nationaux. En échange de nouveaux prêts, ces programmes exigent que les pays bénéficiaires opèrent des changements radicaux dans leur économie. La philosophie qui sous-tend ces programmes considère que la libéralisation des marchés est le meilleur moyen pour contribuer à la relance des pays en développement. S'il est certain que l'on savait d'avance que ces programmes auraient inévitablement un coût social, politique et économique, on n'avait pas prévu que pratiquement tout le poids de ces programmes retomberait sur les personnes les moins aptes à y faire face.

La libéralisation consiste en un éventail de mesures possibles, et entre autres, la suppression ou la diminution des subventions aux produits de consommation courante et des dépenses publiques consacrées aux services sociaux; l'abandon des conditions indispensables pour pouvoir licencier les employés; la dévaluation de la monnaie et la détérioration des niveaux de salaires minimums ou la suppression de la réglementation des marchés financiers. La plupart de ces mesures ont des effets désastreux sur les femmes.

Dans les pays en développement, les femmes des zones agricoles ont été particulièrement touchées par l'absence de contrôle des prix qui encourage la culture des produits agricoles d'exportation et exige chaque fois davantage de main-d'oeuvre féminine pour travailler dans les champs. Parallèlement, au fur et à mesure que la demande de terre augmente, les chances que les femmes puissent cultiver leurs propres produits agricoles pour la consommation familiale et leur profit personnel s'amoin-drit. Ainsi, à la suite de la chute mondiale des coûts du café — auparavant la première culture commerciale des hommes au Cameroun — les hommes se sont mis à cultiver du maïs et des tubercules, ce qui était auparavant le domaine des femmes, les privant ainsi d'une source appréciable de revenu. Au moment de la récolte, les femmes sont obligées

d'aider leur mari dans les champs et elles abandonnent de ce fait les maigres cultures qui leur appartiennent en propre et négligent leurs enfants. Elles sont prisonnières de ce que Susan Joeques appelle de manière imagée "l'effet de scissaux: on leur demande" a-t-elle dit l'année dernière dans un article "d'intensifier leur activité créatrice de revenu sans, pour autant, négliger leurs tâches de 'nourricière' du ménage".

L'action des programmes d'ajustement structurel sur les marchés financiers tend à limiter le montant du crédit disponible, et en particulier de celui destiné aux micro-entrepreneurs qui ont bien du mal à faire face à l'augmentation de leurs coûts. Comme, d'une part, l'accès au crédit est limité et comme, d'autre part, les femmes sont nombreuses parmi les micro-entrepreneurs et les travailleurs du secteur non structuré, la libéralisation des marchés financiers ne sert qu'à les écarter encore davantage des sources de crédit conventionnelles.

On peut en dire autant de la libéralisation du marché du travail: les femmes sont handicapées dès le départ car elles se situent essentiellement dans des professions mal rémunérées et aux derniers échelons de l'échelle des salaires. Au moment où les salaires minimums s'effondrent et où des coupes sombres affectent les dépenses de la fonction publique le gouvernement est dans beaucoup de pays en développement le principal employeur des femmes — et où un changement au profit du secteur privé s'opère dans les offres d'emploi, secteur où les lacunes juridiques sont plus nombreuses. C'est pourquoi les perspectives de travail et de revenus des femmes ne peuvent que se détériorer encore davantage. Ce qui, à son tour, limite les femmes aux cultures agricoles commerciales à faibles rendements et faible rentabilité ou aux activités également peu rémunérées du secteur non structuré.

La limitation des dépenses publiques entraîne, elle aussi, des investissements moindres en matière d'infrastructure: eau, énergie, transports, éducation et santé. Et c'est là, à son tour, l'une des causes de l'augmentation des taux de mortalité maternelle et infantile, du taux de fertilité et du nombre de femmes et d'enfants sans-abri qui, dans le monde entier, vivent dans la rue.

Les programmes d'ajustement structurel peuvent même paralyser l'efficacité et la viabilité des programmes de crédit eux-mêmes. La liquidité des bénéficiaires de prêts peut diminuer et

ceux-ci ont alors du mal à s'acquitter de leurs obligations financières. Une plus grande partie de leur temps sera occupée par des activités destinées à leur procurer de nouveaux revenus, ce qui limitera leur capacité ou leur désir de participer à des réunions ou à des groupements axés sur le crédit. Et finalement, les coupes sombres dans les dépenses publiques entraînent une pénurie de personnel qualifié pour la gestion des programmes de crédit, une diminution des facteurs de production du gouvernement et une hausse des prix des dotations agricoles. C'est pourquoi il est essentiel que les programmes de crédit attirent l'épargne au niveau local, de sorte que les bénéficiaires puissent gérer leur formule personnelle de crédit, développer la production de produits alimentaires consommés dans le pays et consacrer davantage de ressources à des activités créatrices de revenus, différentes des activités traditionnellement marginales. C'est ainsi qu'un projet de l'UNIFEM à la Grenade forme des femmes à la mécanique, à la plomberie, à la réfrigération et aux installations électriques afin d'offrir à un grand nombre de femmes au chômage des emplois dans des domaines non traditionnels où il existe une forte demande.

En résumé, il est tout à fait clair que "les conditions de vie des femmes se sont considérablement détériorées à cause des programmes d'ajustements du fait de la multiplicité de leurs rôles", ainsi que l'a déclaré le nouveau groupe d'experts sur les femmes et les ajustements structurels du Secrétariat du Commonwealth. Le terme "ajustement invisible" commence à s'utiliser pour désigner les modifications de comportement que doivent subir les femmes pour essayer "d'amortir l'impact" des bouleversements économiques sur leur famille.

Le crédit, remède à la crise

"Une bonne part des problèmes de l'agriculture des pays en développement est due au fait que la dimension différences sexuelles n'est pas prise en considération dans les investissements ni dans les programmes technologiques" écrit Mme Joeques dans *Les femmes et l'économie mondiale*. "Garantir l'accès des femmes à la propriété, aux capitaux, à la technologie, au savoir-faire et soutenir par l'intermédiaire du crédit les efforts productifs des femmes sont deux choses essentielles pour les

programmes de développement et tout particulièrement vitales dans les endroits où la viabilité de l'agriculture avec des méthodes de culture traditionnelles, d'une faible productivité, est menacée par la chute des prix mondiaux." Mme Joekeas a alors recommandé une plus grande disponibilité de crédit pour les agricultrices et pour les femmes qui travaillent dans le secteur tertiaire.

Quelles sortes de crédit sont accessibles aux femmes? Quelles sont celles qui fonctionnent bien et celles qui fonctionnent mal? Quels sont leurs objectifs — et leurs obligations?

Les programmes de crédit ciblés sur les emprunteuses à faibles revenus visent par-dessus tout à rendre leur activité économique plus rentable, ce qui contribue au développement des régions appauvries. Le crédit peut être employé pour monétiser l'agriculture de subsistance et pour obtenir des revenus à partir d'activités ménagères ou pour acquérir des techniques qui font gagner du temps, ce qui permet aux femmes de passer moins de temps à la corvée d'eau ou au ramassage du combustible, par exemple, et d'utiliser ce temps libre pour chercher un emploi hors de chez elles, obtenir l'indépendance financière et de meilleures conditions de vie.

Mais ainsi que l'explique le supplément de ce numéro d'*INSTRAW Nouvelles* qui est consacré essentiellement à la République dominicaine, l'accès au crédit des femmes est menacé par les conditions socio-économiques actuelles qui bien souvent perméabilisent les distinctions entre sexes et affectent tous les défavorisés. Cependant cette catégorie de personnes — la majorité de la population mondiale en fait — a démontré qu'elle constituait un marché non exploité, avec des antécédents offrant toute garantie en matière de remboursement, une fois qu'elle a appris à connaître les buts et le mode de fonctionnement du crédit. Les programmes de crédit qui ont eu du succès au cours de ces dix dernières années montrent que les prêts aux groupes sont l'une des meilleures manières d'offrir du crédit aux pauvres: non seulement parce qu'ils favorisent le remboursement en temps voulu à cause de la pression exercée par leurs pairs, mais parce qu'ils développent l'esprit communautaire et diminuent les tensions sociales. La formation des groupes engagés dans la même activité de production améliore encore davantage le taux de remboursement et la participation des emprunteurs en qualité d'actionnaires des banques locales réduit

à son minimum les taux de défaut de paiement.

Un autre modèle de programme de crédit a son origine dans la structure sociale elle-même du monde en développement: les institutions de crédit parallèle sous forme de clubs d'épargne, de coopératives ou autres sociétés autochtones d'épargne et de crédit donnent d'excellents résultats en période de rigueur économique et elles sont de plus en plus souvent utilisées, une fois adaptées, par le marché financier officiel et les organismes de développement. Ces modèles deviennent une passerelle utile en direction des institutions officielles. Ils servent d'intermédiaires, qui n'effraient pas les femmes parce que les relations de longue date qui existent entre ces institutions et les femmes sont fondées sur la confiance et sur l'aide mutuelle. Ce qui revient à dire que l'établissement financier a beaucoup à apprendre de ses bénéficiaires d'antan.

Il est également capital que les bénéficiaires du crédit, y compris les femmes, soient formés à la gestion du crédit et des entreprises; sinon, une fois que le personnel externe est parti, les groupes et les entreprises risquent de s'effondrer. Il est tout aussi important de leur procurer des filières pour les moyens de production pour que les femmes puissent acheter les facteurs de production dont elles ont besoin à des prix modérés ainsi que des débouchés à proximité pour leur production.

D'autres recommandations pour assurer le succès des programmes de crédit préconisées par une étude de l'*INSTRAW* publiée l'année dernière sont, entre autres:

- Les prêts doivent être conçus uniquement en vue de la création de revenus car ils seront plus vraisemblablement remboursés que ceux approuvés pour des usages non précisés.

- Les systèmes de concession des prêts doivent être accessibles du point de vue culturel et géographique.

- Les remboursements doivent être fréquents et modiques, d'autant plus que les femmes ont tendance à cacher leurs revenus aux hommes; s'ils sont plus importants et moins fréquents, les revenus courent le risque d'être "confisqués".

- Les remboursements doivent se faire dans les endroits les plus faciles d'accès; le recouvrement "porte-à-porte" est une méthode extrêmement efficace dans ce sens.

- Les dépôts d'épargne doivent être recueillis fréquemment.

- L'exigence d'un aval qui avantage

les demandeurs possédant des terres ou d'autres ressources en capitaux doit être abandonnée chaque fois que les demandeurs ont la capacité de production requise.

- Il faut accorder des prêts aux groupements de femmes à faibles revenus à titre de substitution de l'aval.

- Il faut créer des mécanismes pour forcer à épargner collectivement.

- Le comité d'études des prêts doit comporter une personne au moins connaissant bien les demandeurs et leurs entreprises.

- Des mesures d'encouragement (escomptes et amendes) peuvent améliorer les taux de remboursement.

- Les institutions ciblées exclusivement sur les femmes doivent servir d'intermédiaires entre les emprunteuses et le marché de crédit officiel.

- Les institutions qui fournissent d'autres types de services aux femmes doivent être utilisées afin de toucher les femmes éloignées des sources d'information officielles en ce qui concerne les possibilités de crédit.

- Il faut exiger le paiement d'intérêts afin de décourager le gonflement inutile des prêts, mais les taux d'intérêt ne doivent être ni trop bas ni trop élevés; les groupes défavorisés peuvent être avantagés en subventionnant les taux d'intérêt.

- Des guichets réservés aux prêts doivent être ouverts dans les banques.

- Les gouvernements doivent abolir les lois discriminatoires qui interdisent aux femmes de posséder une propriété et les empêchent d'agir en leur nom propre.

- Il faudra faire appel aux institutions bailleurs de fonds.

Les systèmes de crédit ont été classés en quatre catégories par Marguerite Berger, en fonction des structures administratives dont il s'agit. En gros, il y a les banques d'affaires; les organisations servant d'intermédiaires pour le compte d'institutions financières; les programmes de crédit parallèles gérés par des organisations non gouvernementales (ONG) et les banques de développement ciblées vers les défavorisés. Mais il est essentiel d'établir une distinction entre le but consistant à accroître les activités des femmes et celui consistant à améliorer les profits qu'elles retirent de ces activités.

Mme Berger ajoute deux autres éléments clés pour le succès d'un programme de crédit à ceux recommandés auparavant par l'*INSTRAW*: un montant total modique pour le prêt et des solutions de remplacement pour la demande d'aval, à savoir, des personnes qui con-

tre-signent ou l'utilisation d'un aval qui ne consiste pas en une propriété foncière, mais en bijoux ou autres biens personnels. Elle met cependant en garde contre le fait que "le crédit n'est pas suffisant à lui seul" et que, par ailleurs, prévoir des prêts destinés spécialement aux femmes est "ce qu'il y a de mieux après l'élimination des barrières s'opposant au progrès économique des femmes."



Des travailleuses indépendantes indiennes s'unissent dans une coopérative de femmes

Des Indiennes de la ville d'Ahmedabad ont été les premières femmes au monde à s'associer en vue de se prêter mutuellement auto-assistance. Leur organisation, la SEWA, a démarré en tant qu'aile de l'Association des travailleurs du textile d'Ahmedabad et elle s'est ensuite convertie en syndicat reconnu par l'Etat, en 1972. Le sigle, SEWA, qui provient du nom anglais Self-Employed Women's Association, signifie "service" dans plusieurs langues de l'Inde.

La SEWA regroupe actuellement plus de 50.000 travailleuses pauvres des zones rurales et urbaines qui travaillent en majorité dans le secteur non structuré (d'ailleurs, 94% des femmes qui travaillent, en Inde, appartiennent à cette catégorie). Elle gère des coopératives de vendeuses et de productrices pour les femmes qui travaillent dans la vente de fruits et de légumes, l'imprimerie, le tissage, le ramassage des vieux papiers, la confection de papiers en roseau ou en bambou, la confection de couvre-lits en patch work et la production laitière et bien d'autres activités. Elle apprend aux agricultrices à devenir artisanes, elle les aide à obtenir les facteurs de production nécessaires, elle leur ouvre de nouveaux débouchés de commercialisation où elles peuvent vendre leurs produits directement aux consommateurs et elle gère deux magasins qui servent de centres de vente pour les artisanes membres de la coopérative. Depuis 1984, la SEWA apprend aussi à des femmes, le plus souvent analphabètes, à se servir de matériel de vidéo pour obtenir de

nouvelles affiliées, organiser de nouveaux groupes, former du personnel à la technologie et au crédit et faire connaître la plateforme politique de la SEWA. Les membres se divisent en trois grandes catégories: les productrices au foyer, les vendeuses à petite échelle et les prestataires de services ou de travail manuel.

Une de ses toutes premières réalisations a été la création en 1974 de facilités de caisse et de crédit pour ses associées. Ces facilités étaient offertes par la banque appartenant à la SEWA, la Mahila Sahakari Co-operative Bank, qui était la première dans son genre et qui, depuis lors, a été imitée un peu partout. Les associées peuvent acheter des actions de la banque; l'excellent taux de remboursement de la SEWA est dû, dans une certaine mesure, à la part que prennent les actionnaires dans l'institution financière elle-même.

Le Fonds Mahila de la SEWA, approuvé par les associés qui font don d'une journée de leur salaire, permet de financer la formation ciblée sur la rentabilité, l'assistance juridique, les soins sanitaires, les soins aux mères et aux enfants, les indemnités de logement, de décès et de veuvage. Les associées, qui paient une cotisation annuelle symbolique, bénéficient des services du syndicat, de la banque et du fonds.

"A l'exception des différences naturelles et qui sont faciles à voir, je n'approuve aucune autre différence entre l'homme et la femme."

Mahatma Gandhi

La SEWA est un groupement d'activistes qui s'efforcent de changer les politiques gouvernementales. Elle croit, entre autres, que la définition de

travailleur doit être modifiée afin d'y inclure les travailleurs indépendants; ce n'est qu'après cela que la législation du travail protégera cet important secteur. Elle s'inspire de la philosophie du Mahatma Gandhi qui a dit "A l'exception des différences naturelles et qui sont faciles à voir, je n'approuve aucune autre différence entre l'homme et la femme." En grande partie grâce à l'insistance de la SEWA, le gouvernement a créé en 1986 une commission nationale pour les travailleuses indépendantes et les femmes du secteur non structuré — le premier mécanisme de ce genre dans un pays en développement. La première présidente de cette commission était d'ailleurs la Secrétaire générale de la SEWA, Ela Bhatt; et beaucoup des recommandations de cette commission font maintenant partie du 8ème Plan de développement quinquennal de l'Inde (cf *INSTRAW Nouvelles No. 12*).

Les buts de la SEWA sont de "rendre VISIBLE le rôle socio-économique des femmes grâce à l'action commune de la main-oeuvre et des coopératives". Elle y parvient en établissant des contacts directs entre les femmes, les matières premières et les marchés, en leur offrant des prêts à des taux raisonnables et en créant des unités de production qui permettent aux groupes de la coopérative d'acheter des matières premières et de vendre leurs produits finis en imposant leurs propres conditions. Il ne s'agit pas de former des femmes à de nouvelles activités mais d'augmenter leurs revenus dans leur profession actuelle et d'améliorer leurs conditions de travail. Des aspects tels que la non-reconnaissance de leur travail, les bas salaires et le manque de contrôle sur leurs revenus sont ainsi abordés dans le courant du processus.

"La SEWA a changé ma vie" dit l'une des associées. "Ma place au sein de ma famille a changé une fois que je me suis affiliée à la SEWA... j'ai davantage de dignité personnelle maintenant."

La SEWA a eu un impact sur la condition sociale des femmes: les femmes battues sont moins nombreuses et les femmes s'entraident, souvent indépendamment des castes (un tiers des associées sont des intouchables, un autre tiers des musulmanes). La SEWA permet aussi à ses associées de profiter des services de banques, d'universités et d'institutions gouvernementales dans le domaine de la santé, de l'élaboration d'études, de la gestion, du logement et de la recherche.

L'organisation a mérité l'appui et l'estime de la communauté interna-

tionale. Elle reçoit des fonds d'institutions telles que l'UNIFEM et l'Agency for International Development des Etats-Unis (US/AID).

Une démonstration de la manière dont la SEWA se sert de la vidéo pour la formation et l'organisation a été faite lors de la Réunion internationale sur les communications et la participation des femmes au développement, organisée sous les auspices de l'INSTRAW et de la Fondation Friedrich Ebert, à Rome, en 1988. Le rapport final de cette réunion a été publié par l'INSTRAW en 1990 (cf la rubrique "Bibliothèque" dans ce numéro).

Prêts aux groupes de solidarité: la Grameen Bank

La Grameen Bank du Bangladesh est l'un des exemples les plus anciens et les plus réussis d'une institution financière locale qui se consacre à satisfaire les besoins des pauvres paysans sans terres moyennant des "prêts aux groupes de solidarité" — en s'appuyant non pas sur un aval mais sur la pression des autres associés, et qui est inhérente aux dispositions de garantie que fournit le groupe. Fondée en 1976, elle a accordé des prêts depuis lors à plus de 500.000 personnes, parmi lesquelles les femmes sont majorité. Elle s'enorgueillit de son taux de remboursement de 98%, l'un des plus élevés parmi les programmes de crédit, et que la banque attribue au mécanisme des groupes de solidarité. Un nombre croissant d'établissements de crédit exigent désormais que les demandeurs de prêts s'unissent en petit groupe afin de demander collectivement ces prêts; aucun autre aval ni garantie extérieure ne leur sont exigés.

La politique de la Grameen Bank est de prêter à des groupes de cinq personnes, appelés "Centres" qui se choisissent un chef pour diriger les réunions hebdomadaires et surveiller le respect des règlements; un employé de la banque assiste également aux réunions. La banque exige que les emprunteurs possèdent moins de 0,4 acre de terre arable ou aient des immobilisations d'une valeur inférieure à la valeur d'un acre. Après une période d'observation d'un mois, le groupe assiste à un stage de formation de sept jours, après lequel deux de ses membres reçoivent des prêts à un ou deux mois. Si les états de compte de leurs remboursements sont favorables, les deux autres membres

du groupe reçoivent des prêts; et si leur comportement est bon, le chef du groupe se voit accorder un prêt.

Les prêts sont remboursables en 50 versements hebdomadaires, et chaque groupe paye une contribution obligatoire équivalant à 50% des intérêts dus à un "Fonds de réserve pour les cas d'urgence". Les membres doivent également verser 5% de leur prêt au "Fonds du groupe" qui augmente grâce aux dépôts hebdomadaires obligatoires. Ce concept, généralement appelé "mobilisation de l'épargne" contribue très largement à l'auto-suffisance du projet. Bien que des bailleurs de fonds de l'extérieur, tels que le Fonds international de développement agricole (FIDA) — qui a été le premier organisme des Nations Unies à financer la Grameen Bank moyennant un prêt de 3,4 millions de dollars, sans intérêts, en 1980, et un second prêt de 23,6 millions en 1984 aient réalisé des versements substantiels pour la solidité budgétaire de la banque, cette aide n'est pas toujours disponible. Tous les spécialistes du développement s'accordent pour reconnaître que dans le climat économique et politique actuel, l'assistance aux pays en développement est en régression. Il est donc vital que ces pays commencent à financer leur propre développement.

Le projet de la Grameen Bank a ouvert la voie à d'autres établissements similaires qui ont mis à profit l'expérience préalable de cette banque en ce qui concerne le fait que des frais de fonctionnement élevés sont liés statistiquement à des taux de remboursement élevés. Les prêts modiques exigent la même quantité d'écritures et de gestion que les prêts importants mais le taux de rendement de ces prêts est moindre et les coûts unitaires élevés, ce qui décourage les établissements bancaires et les institutions de développement. Cependant "les établissements de crédit parviennent toujours à un équilibre entre le risque et les coûts d'opération les plus faciles à quantifier", comme le soulignait l'étude de l'INSTRAW de 1989 sur "La pauvreté et le progrès".

De même, les taux d'intérêts ne doivent être ni tellement élevés qu'ils obligent les pauvres à se tourner vers les marchés financiers parallèles ni tellement bas qu'ils provoquent le surendettement et la dépendance permanente. Le taux actuel de la Grameen Bank est de 16%, ce qui est généralement considéré comme un taux réaliste du point de vue commercial; il garantit également la via-

bilité financière de la banque. Comme l'a fait remarquer le travail de l'INSTRAW "la possibilité de s'assurer un marché virtuellement inexploité (les groupes à faibles revenus) possédant un potentiel démontré susceptible de demander des prêts plus considérables est un investissement judicieux pour une... banque".

Les premiers fonds provenaient de la Banque du Bangladesh et d'autres nationales. La Grameen est indépendante depuis 1983. Elle gère 241 agences dans plus de 4.300 villages dans tout le Bangladesh et elle emploie 8.000 personnes; son portefeuille de prêts dépasse 16 millions de dollars et ses actions sont à 75% aux mains des emprunteurs.

Les objectifs de la Grameen Bank sont également de créer des possibilités de travail indépendant pour ses clients en mettant à leur disposition des biens créateurs de revenus. En fait, ses prêts ont fait progresser l'emploi de ses emprunteuses de 16 journées de huit heures par mois, en moyenne, dans des activités telles que le décorticage du riz paddy, l'achat de vaches laitières et l'engraissement des vaches; ils procurent en outre près de dix journées de huit heures de travail par mois aux membres de la proche famille des emprunteuses. Le programme de crédit a donc bien un "effet multiplicateur" qui contribue à la réalisation des objectifs de développement national de création d'une auto-suffisance économique et d'amélioration des conditions de vie. Une augmentation des revenus signifie une demande accrue des biens et services produits localement; elle signifie également une plus grande disponibilité d'argent pour l'éducation, les soins sanitaires, l'alimentation et le logement et elle débouche sur une épargne plus considérable. Pour résumer, cela aide à rompre ce que l'on a l'habitude d'appeler le "cercle vicieux de "faibles revenus, peu d'épargne, peu d'investissements, faibles revenus".

La banque fait appel à plusieurs autres stratégies pour protéger ses clients et se protéger elle-même. Afin de préserver l'indépendance financière des femmes, leurs actions ne peuvent être cédées aux hommes, alors que les actions des hommes peuvent être cédées aux femmes. La banque a découvert que les emprunteuses sont plus rigoureuses en matière de crédit et c'est la raison pour laquelle elle préfère accorder le prêt aux membres féminin du ménage, chaque fois que c'est possible. Le recouvrement fréquent de rembour-

sements modiques contribue à que le taux de remboursement se maintienne élevé; la structure de la banque, fortement décentralisée, lui permet d'aller vers ses clients, si bien que les femmes en particulier ne sont pas gênées par les problèmes de temps ou les contraintes sociales découlant des déplacements jusqu'à la banque.

L'un des défis que doit relever la Grameen Bank et les autres établissements financiers locaux du même genre consiste à toucher réellement "les plus défavorisés de tous". Autrefois, les institutions de développement avaient tendance à prêter des sommes d'argent importantes, à des taux d'intérêt modiques, à des "élites rurales", et à écarter les cultivateurs de produits agricoles de subsistance peu accessibles et analphabètes de même que les travailleurs du secteur non structuré, et principalement les femmes. Un programme a prêté au Népal à un nombre bien trop élevé, proportionnellement, d'exploitants agricoles nantis; mais lorsque les fonds à prêter sont disponibles au niveau de la communauté comme c'est le cas pour la Grameen Bank, il est beaucoup moins vraisemblable qu'ils soient détournés par trafic d'influence ou confisqués par l'élite au pouvoir. La participation des ONG autochtones en qualité d'intermédiaires des programmes de crédit débouche également sur la mise en place d'une nouvelle classe dirigeante, mieux qualifiée, dans les pays du tiers monde.

Muhammad Yunus, fondateur et directeur du Projet de la Grameen Bank, souligne l'importance d'établir une différence entre crédit agricole et crédit rural. "Ceux qui ne possèdent pas de terres ne vivent pas tous de l'agriculture", a-t-il dit dans une interview en 1987; "mais nous nous sommes aveuglés en croyant que tout ce qui n'est pas l'agriculture est vain et marginal." En fait, les offres d'emploi rémunéré dans les zones rurales sont rares et c'est pour cette raison que le secteur non structuré a proliféré de manière si extraordinaire dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. Ainsi que l'a mis en lumière une enquête de l'Université d'Etat du Michigan, les activités non agricoles dans le secteur rural occupent de 30 à 50% de la main-d'oeuvre rurale des pays en développement.

(Note de l'éditeur: des exemples de groupes de solidarité dominicains sont donnés dans le supplément de ce numéro).



Women's World Banking

La Conférence de l'Année Internationale de la femme, en 1975, a donné naissance à de nombreux groupes et à de nouvelles activités en vue d'accroître la participation des femmes au développement économique. Parmi ces groupes, il y a la Women's World Bank, créé par un petit groupe de représentants auprès de la Conférence avec mission de se constituer en un réseau mondial de soutien pour les femmes chefs d'entreprise ayant besoin de capitaux, de connaissances en matière de gestion et de la confiance en soi nécessaires pour mettre en route une affaire viable. Son but principal est d'améliorer l'accès des femmes au crédit et aux services financiers, à l'échelon local.

Depuis sa fondation en 1979, la banque, institution financière sans but lucratif, dont le siège se trouve aux Pays-Bas, a octroyé plus de 56.000 prêts pour un montant total de 11,5 millions de dollars. Elle compte actuellement 46 filiales dans 35 pays: 17 en Amérique latine, 11 en Afrique, 7 en Asie et 11 en Europe et en Amérique du Nord, dont 4 aux Etats-Unis. Plus de 50 autres filiales sont en cours de formation.

La banque sert d'intermédiaire financier entre les organisations communautaires, les femmes et les organismes de prêts. Elle utilise ses propres capitaux qui lui sont fournis par des bailleurs de fonds — près de 8 millions de dollars en ce moment — pour cautionner les prêts octroyés par les banques locales aux emprunteuses. Ce fonds garantit 50% du montant total du prêt par le biais d'une lettre de crédit. Chaque filiale, à son tour, a à sa charge la responsabilité de collecter, localement, un fonds de capitaux propres afin de garantir 25% de chaque prêt, ce qui laisse à la banque locale la responsabilité des 25% restants et d'assurer la continuité du programme. Pour recevoir un prêt, il est établi comme préalable incontournable, que les candidates aux prêts aient réalisé un stage de formation organisé par la banque: les résultats ont prouvé que les programmes de crédit qui lient prêts et formation ont un taux de succès bien supérieur.

Les prêts de la banque ont permis à des boulangères du Kenya d'acheter un

four, des ustensiles et du bois de feu et d'être ainsi propriétaires de leur boulangerie. A Haïti, les prêts ont permis à une femme pédiatre d'agrandir son cabinet, d'acheter de l'équipement et des médicaments et de dispenser des soins à davantage d'enfants nécessiteux et de demander des honoraires moins élevés. Des femmes thaïlandaises, bénéficiaires d'un prêt de la banque, ont pu acheter des vaches de Nouvelle Zélande et participer au programme national de production laitière.

L'organisation fournit aussi l'assistance technique à chaque bénéficiaire de prêt ou à toute propriétaire d'une entreprise intéressée pour gérer leur affaire ou pour acquérir les connaissances techniques nécessaires. Outre le programme de cautionnement des prêts, cette assistance prend aussi la forme d'un programme de consultantes bénévoles par lequel des dirigeantes d'entreprises reconnues et qualifiées travaillent de concert avec les filiales, de la gestion des prêts modiques et d'un programme d'échange entre filiales. La banque a également financé deux instituts de formation à la gestion, des conférences annuelles et des ateliers. Elle publie une revue et elle s'efforce de faire modifier les législations et les politiques concernant la condition juridique des femmes, et elle contribue à faire abolir les lois interdisant aux femmes de posséder un compte bancaire à leur nom et requérant que leur mari signe les contrats à leur place.

La banque attribue son succès à son réseau de filiales locales, qui prennent les décisions à l'échelon local. Ces filiales, en plus de garantir le quart des prêts accordés, gère également les crédits, tracent et exécutent des plans d'action fondés sur la réalité financière et économique locale. Les filiales conseillent les coordinateurs régionaux et représentent 40% des voix au Conseil d'administration de la banque, qui est responsable de l'élaboration des politiques.

Fonds autorenouvelable, Service d'intrants: UNIFEM au Swaziland

Un projet quinquennal du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), mis en oeuvre au Swaziland, illustre deux composantes des programmes de crédit pour les femmes qui ont manifestement contribué au succès de ceux-ci: les fonds autore-

nouvelables et les services d'intrants (magasins administrés par les projets). Ce projet octroie du crédit aux diplômés d'un projet de formation professionnelle dont la majorité sont des femmes rurales; en effet, entre 1978 et 1984, 1.173 femmes y ont participé.

Les fonds autorenouvelables poursuivent quatre objectifs différents:

- accroître l'indépendance économique des femmes locales en leur fournissant des prêts destinés à l'acquisition de moyens de production;

- leur octroyer des prêts pour l'achat de matières premières à des prix de gros;

- leur assurer l'approvisionnement à prix réduits en produits du marché local, ce qui renforce l'économie des zones de développement rural; et,

- coopérer à la formation des femmes employées dans des industries mé-

nagères à petite échelle, leur permettant ainsi de travailler à domicile.

Ce projet a connu un tel succès que l'UNIFEM l'utilise maintenant comme modèle pour sa stratégie globale en matière de crédit et consacre une partie considérable de ses fonds à des prêts destinés aux femmes. Cependant, avant d'obtenir ce succès, le projet a dû surmonter bon nombre d'obstacles au cours de ses premières années. En 1978, par exemple, le taux de remboursement n'était que de 54 pour cent, attribué à des erreurs de suivi et de recouvrement. La situation du Fonds a encore empiré en 1981 en ce qui concerne le remboursement et la marge de bénéficiaires, ce qui a mené aux changements suivants —un système de rappels mensuels aux emprunteurs; le paiement d'intérêts; l'instauration d'une prime à l'achat des matières

premières et du matériel du service d'intrants; et le resserrement des conditions d'emprunt. A la fin de 1982, le taux des défauts de paiement était tombé à 2,67 pour cent et le taux de remboursement avait atteint 83 pour cent. En 1986, ce dernier chiffre était déjà de 85 pour cent et il est prévu qu'il atteigne 90 pour cent.

En 1984, UNIFEM a créé un Fonds de garantie et de risque, une innovation visant à assurer la viabilité des emprunts prévus dans le cadre de son projet au Swaziland. Le Fonds de risque est constitué par un dépôt réalisé auprès de la Banque d'épargne et de développement du Swaziland qui peut ainsi octroyer des prêts aux femmes sans besoin d'aval, tout en couvrant ses propres risques. La Banque verse huit pour cent au Fonds de risque et fait payer dix pour cent sur les prêts; moyennant cette différence de deux



Seminaire de formation FIDA-INSTRAW-IMG "Comment améliorer les prêts à l'intention des femmes rurales"

Un séminaire de formation de deux semaines intitulé "Comment améliorer les prêts à l'intention des femmes rurales" est organisé actuellement par le Fonds International de développement agricole (FIDA), l'Institut méditerranéen de gestion (IMG) avec la collaboration de l'INSTRAW. Il se tiendra à Chypre et il est prévu, provisoirement, pour la mi-novembre 1990.

Le but de ce séminaire est de faire connaître aux participants les établissements de financement rural possédant des services, des systèmes et des procédures bancaires couronnés de succès et susceptibles d'être imités. La Banque populaire de Chypre présentera les résultats obtenus grâce à ses formules de crédit adaptées aux femmes et des experts internationaux,

spécialistes du crédit et de la participation des femmes au développement présenteront des exposés portant sur des pays spécifiques. L'INSTRAW tracera le panorama général de l'accès des femmes au crédit en Amérique latine et dans les Caraïbes et il analysera trois études de cas de la République dominicaine portant sur le crédit à l'intention des femmes. □

pour cent, elle se charge de la gestion et du remboursement des prêts.

Ces prêts sont réservés aux femmes ayant terminé les différents cours organisés par le projet de formation: couture, techniques de nouer-lier-teindre, batik, soudure, fabrication de briques et travail du cuir. Les bénéficiaires doivent démontrer leurs aptitudes, leur capacité de manier de façon sûre les machines et les outils et de produire des biens marchands ayant une valeur commerciale. Elles doivent également avoir appris à gérer les prêts qui leur sont faits.

Les bénéficiaires doivent payer dix pour cent de leur prêt en guise de dépôt, de même que les dix pour cent d'intérêt échelonnés sur douze mois; en cas de défaut de paiement, des poursuites judiciaires peuvent être entamées telles que la saisie des propriétés acquises avec le prêt. Une fois par mois, les femmes concernées reçoivent la visite d'un conseiller en crédit.

Le Fonds de risque a constitué un important "point de départ" pour le Fonds autorenouvelable puisque c'est la première fois que des intérêts sont payés pour augmenter considérablement les ressources tout en réduisant les tâches administratives du personnel. Les critères pour l'octroi des prêts sont également devenus plus stricts: un plafond a été établi pour la quantité de fonds que peut emprunter un groupe ou une personne particulière.

Toutes les sommes versées par la Banque ont fait l'objet de prêts de capital pour l'achat d'équipement, et non pas de capital de travail pour l'acquisition de matières premières. Ceci est important vu que l'argent dépensé en machines et en importations est souvent investi dans des activités à forte intensité de capital qui ne génèrent que très peu d'emplois, alors qu'UNIFEM préfère octroyer des prêts pour des matières premières qui peuvent être utilisées dans la production de biens et de services locaux et pour stimuler l'économie.

Alors que la valeur des prêts augmenta d'un tiers après la création du Fonds de risque, la quantité de ces prêts ne s'accrût que de sept pour cent. Ceci semblait indiquer que les prêts n'atteignaient pas un nombre croissant de producteurs et qu'en même temps les emprunteurs prenaient davantage de risques en demandant des prêts plus élevés. Cela impliquait aussi que c'étaient uniquement les personnes les plus solvables qui prenaient des emprunts, au détriment de la majorité des femmes pauvres. En fait, de nombreux

participants provenaient des couches les plus aisées de la population rurale; certains possédaient même déjà leur propre matériel avant les cours de formation ou avaient les moyens de l'acquérir sans nécessité d'un prêt.

UNIFEM considère, néanmoins, que les meilleurs résultats du projet sont le taux élevé de remboursement, facilité par le lien qui a été établi entre le crédit et la formation; l'amélioration du niveau de vie et les chances accrues pour les enfants d'aller à l'école. Plus de 2.000 personnes ont acquis des compétences utiles et ont obtenu de l'équipement et des matières premières à bon prix, ce qui a contribué à une augmentation significative du revenu mensuel de leur foyer ainsi que de la production de biens pour leur propre consommation ménagère.

UNIFEM indique quatre raisons qui expliquent le taux élevé des remboursements:

- La formation dispensée aux bénéficiaires des prêts est bien adaptée aux conditions locales.

- Les bénéficiaires comprennent les mécanismes de gestion et de remboursement des prêts, grâce à leur sens des responsabilités et de leurs obligations au niveau du groupe.

- Le personnel du Fonds et les bénéficiaires maintiennent une communication constante.

- Des états de compte sont envoyés mensuellement.

Le projet de fonds autorenouvelable du Swaziland présente, cependant, aussi quelques inconvénients: s'il est vrai que la plupart des participants ont augmenté leurs revenus, très peu d'entre eux ont pu épargner, en partie à cause de l'absence d'un volet-épargne dans le projet. L'échelle réduite des activités promues par le projet n'a pas permis de diversifier davantage l'économie locale et n'a généré que très peu d'emplois. Le projet aurait également dû accroître en plus grande mesure la prise de conscience des femmes. Des données insuffisantes ont été recueillies sur le niveau d'instruction et la situation socio-économique des participants. La pénurie de personnel a sérieusement affecté la mise en oeuvre du projet, et la formation dans les domaines de la gestion d'affaires et de la comptabilité s'est avérée insuffisante. En outre, il manquait au projet un volet-marketing qui aurait permis de développer davantage les compétences commerciales des femmes.

Cependant, de ce projet on a tiré d'importantes leçons qui ont déjà été appliquées à d'autres programmes de crédit pour les femmes. Une de ces leçons est que ces programmes peuvent être renforcés en les reliant aux grandes institutions financières telles que la Banque de développement du Swaziland. En deuxième lieu, la quantité de prêts et leur taux de remboursement peuvent être augmentés en adaptant les procédures d'emprunt aux besoins des femmes rurales, en particulier les visites de suivi à domicile et l'élimination de l'aval. Troisièmement, la longue période d'entraînement (18 semaines), qui permet d'établir des liens entre les femmes elles-mêmes et le personnel du projet, contribue également à un meilleur taux de remboursement.

Quatrièmement, l'existence d'un service d'intrants dans un pays comme le Swaziland qui manque d'infrastructure de communications et de transport, est indispensable. En effet, il est inutile d'offrir du crédit sans l'accompagner des intrants nécessaires, surtout lorsque ce crédit est destiné à des femmes qui ont probablement peu de possibilités de se déplacer. Finalement, le volet-marketing est tout aussi important puisque si les biens ne peuvent être vendus en dehors des communautés locales, leur potentiel générateur de revenus en est sensiblement diminué.

Postérieurement, UNIFEM a utilisé les fonds autorenouvelables dans 30 de ses projets, représentant un total accumulé de plus d'un million de dollars. Cet organisme a également partagé son expérience avec d'autres projets de crédit tels que Grameen, SEWA, l'Agence de financement WID à la Barbade, le Guichet de développement commercial de la Banque Barclay's à la Barbade, et le Fonds de Développement villageois au Bénin. UNIFEM conclue que les fonds autorenouvelables ont:

"... facilité la création d'une économie commerciale dans certaines communautés, ont donné aux femmes la possibilité de travailler en groupes, ont introduit des procédés et des concepts financiers, ont assuré l'indépendance économique et l'autonomie des femmes, et leur ont fait prendre conscience de leur potentiel, ont introduit les techniques de gestion des petites entreprises, ont donné aux groupes de femmes leur place aux niveaux local, provincial et national, et avant tout, ont converti les femmes en bénéficiaires effectives ou potentielles de prêts, c.a.d. en personnes solvables.

Amérique latine et Caraïbes: ACCION International

ACCION International est une organisation bénévole privée établie aux Etats-Unis qui consacre ses efforts aux éléments les plus pauvres de la population économiquement active, en particulier les femmes. (Son acronyme signifie "Américains pour la coopération communautaire dans d'autres nations"). ACCION, fondée en 1961, a été une des premières organisations à utiliser le mécanisme de la solidarité de groupe, et collabore avec 40 organisations non gouvernementales dans 12 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

L'organisation, dont le siège se trouve à Cambridge, au Massachusetts, poursuit un double but: améliorer les revenus et créer de l'emploi. Elle vise avant tout à atteindre ces buts en fournissant des prêts, des services financiers et de la formation technique et administrative. Ses programmes sont financés par d'importants donateurs internationaux, y compris le PNUD et UNICEF, et des banques commerciales locales. En outre, l'organisation a pu atteindre un niveau élevé d'autosuffisance.

Chaque mois ACCION débourse environ 2 millions de dollars US en prêts de moins de 300 dollars chacun. Au moins 50 pour cent des emprunteurs sont des femmes et leurs taux de remboursement varient d' "assez bon à excellent", selon María Otero, directrice du bureau d'ACCION à Washington, D.C., qui s'occupe de la recherche, de la documentation et de la diffusion des publications de l'organisation. Elle ajoute qu'au cours des dernières années, ils se sont concentrés sur les façons d'atteindre davantage de producteurs parmi les plus pauvres.

Le programme d'ACCION en Bolivie a le taux de remboursement le plus élevé de tous: jamais inférieur à 99,5 pour cent. Il est assez significatif que 75 pour cent de ces emprunteurs sont des femmes. Le programme fut lancé il y a trois ans et demi à partir de La Paz, et depuis lors, il a prêté un total de 7,5 millions de dollars à environ 10.000 personnes, dont les revenus ont augmenté de 20 à 40 pour cent.

Le programme bolivien est destiné à des micro-producteurs, tels que menuisiers et couturières, et des micro-vendeurs, en particulier les femmes des régions rurales indigènes qui vendent leurs produits sur les marchés. Ces femmes sont généralement analphabètes

et ne parlent pas l'espagnol. On choisit donc des agents d'extension parlant leur langue (principalement le quechua et l'aymara) qui sont en général de jeunes Boliviens, parfois des universitaires. En outre, ils reçoivent tous une formation d'administrateurs spécialisés en prêts à la population pauvre. Chacun gère un portefeuille de prêts pour plusieurs centaines de bénéficiaires et aide ceux-ci à améliorer leur capacité de gestion financière et à travailler en groupes de façon solidaire.

Les emprunteurs se constituent eux-mêmes en groupes de trois à six personnes, ce qui les rend assez hétérogènes, contrairement aux groupes homogènes exigés par les autres programmes de crédit qui considèrent ces derniers plus efficaces puisqu'ils partagent la même occupation ou les mêmes centres d'intérêt. Les groupes d'ACCION peuvent utiliser à leur gré les fonds qu'ils reçoivent sous forme d'une somme forfaitaire. Le groupe choisit le dirigeant qui sera chargé d'administrer les crédits. Tous les membres sont égaux au sein du groupe: si une femme n'est pas à même de rembourser son prêt à temps, elle pourra emprunter aux autres membres du groupe.



Les dons directs du programme "Trickle-Up"

Tout comme ACCION, cette ONG vise à intégrer les "plus pauvres parmi les pauvres" au développement économique local en leur offrant des dons directs de 100 dollars US. Mais, contrairement à ACCION, TUP exige de ses groupes que tous les bénéficiaires travaillent dans la même entreprise.

Les groupes, composés de cinq membres chacun, reçoivent un paiement initial de 50 dollars. A cette fin, ils doivent démontrer au préalable qu'ils ont effectivement planifié la création d'une petite entreprise, qu'ils ont obtenu toutes les autorisations nécessaires et qu'ils prévoient un certain bénéfice. Ils doivent s'engager à prêter au moins 1.000 heures de travail dans le projet d'entreprise pendant trois mois et à réinvestir un minimum de 20 pour cent des bénéfices obtenus; en fait, la plupart des bénéficiaires réinvestissent 70 pour cent, en moyenne.

Avant de recevoir le deuxième paiement, les groupes doivent présenter un rapport complet des trois premiers mois de leurs opérations, après quoi leur relation avec le programme termine. Cependant, TUP encourage les groupes à ouvrir un compte d'épargne dans une banque locale afin de leur assurer des ressources complémentaires en cas de besoin. En outre, à ce moment-là, de nombreux groupes sont déjà à même d'emprunter de l'argent sur le marché de crédit local grâce à leur succès commercial financé initialement par le programme TUP.

En 1988, TUP —fondé à New York en 1979— avait déjà permis de démarrer à 4.000 micro-entreprises dans 90 pays en développement, profitant ainsi à plus de 200.000 personnes. Les fondateurs du programme attribuent son succès au fait qu'il fait confiance aux idées et au travail des bénéficiaires eux-mêmes; en effet, les projets sont administrés par des coordinateurs locaux issus de la base. Ceux-ci appartiennent souvent à des organisations gouvernementales et non gouvernementales nationales ou internationales. Ce sont eux qui identifient les groupes et qui les aident dans leur planification. TUP est convaincu que moins il supervise et conseille les groupes, meilleur sera le rendement de leurs entreprises. Cette philosophie d'une surveillance réduite évite également que des idées erronées soient imposées aux bénéficiaires des dons.

Pourquoi des dons et non pas des prêts? Parce qu'offrir du crédit à des personnes qui ont déjà accumulé pas mal de dettes auprès de prêteurs informels, va à l'encontre du but recherché. Comme le dit Mildred Leet, cofondatrice et codirectrice de TUP, "parfois, on ne peut sortir une personne de la pauvreté en augmentant ses dettes." (voir *INSTRAW Nouvelles* No. 12).

USAID aide les micro-entreprises

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) participe à des programmes de développement des micro-entreprises pratiquement depuis ses débuts. Cependant, ce n'est que récemment que le Congrès lui a conféré le mandat d'identifier des entreprises dont les propriétaires et les gestionnaires sont des femmes, qui constituent "un groupe important qui

devrait recevoir au moins 50 pour cent de l'assistance octroyée aux micro-entreprises sous forme de crédits, d'appui technique et de formation". Ceci s'est produit lorsque l'Agence a remarqué que son assistance aux micro et aux petites entreprises ne profitait pas nécessairement aux femmes chefs d'entreprise et que, parfois, elle arrivait même à réduire leur bien-être. Le Congrès a donc chargé USAID de promouvoir une distribution plus égalitaire des revenus et l'utilisation de techniques appropriées.

Depuis lors, le Bureau d'USAID pour les questions relatives aux femmes dans le développement (WID) travaille sur plusieurs projets qui se concentrent spécifiquement, mais pas de façon exclusive, aux femmes chefs d'entreprise, lesquelles représentent actuellement 37 pour cent de la clientèle. Un de ces clientes est ARIES ("Assistance to Resource Institutions for Enterprise Support"), une institution dont le but est de renforcer les capacités des organismes d'appui dans les pays en développement à mettre en oeuvre, à petite échelle, des programmes de promotion de la micro-entreprise. Ses trois composantes principales sont la recherche, la formation et l'assistance technique.

De 1986 à 1990, ARIES a dirigé des projets incluant une composante WID au Bangladesh, au Pakistan, en Thaïlande, aux Philippines, en Indonésie, en Somalie, en Afrique du Sud, au Malawi, à Sierra Leone, en Equateur, au Honduras et au Salvador. Les sous-traitants qui ont participé à ces projets considèrent qu'une des réussites les plus marquantes de WID a été d'organiser et de partager les connaissances existantes concernant l'intégration des femmes aux projets de micro-entreprises par le biais de séminaires et d'une base de données informatisée appelée "AskARIES". Cependant, un de ses points les plus négatifs dans ce domaine a été la conception même des projets auxquels il manquait "une stratégie visant à assurer l'accès des femmes aux activités de développement des petites et moyennes entreprises."

Par exemple, parmi les 37 activités d'assistance, six incluaient des composantes relatives aux femmes dans le développement, et sept autres tenaient compte d'une certaine ventilation par sexes; la plupart, néanmoins, ne renforçaient pas particulièrement l'accès des femmes aux petites et moyennes entreprises, parce qu' "ARIES avait omis de cibler les femmes ou les secteurs où les femmes possédaient et

géraient des entreprises, et n'offrait pas de stratégie visant à assurer la participation des femmes aux activités des projets." Ce défaut pourrait être corrigé dans le prochain projet d'USAID, GEMINI, qui comprendra "des études des apports des femmes à la croissance et à la dynamique des entreprises, et de l'impact de l'assistance aux micro-entreprises sur les femmes."

USAID a également collaboré avec le Midwest Universities Consortium for International Activities (MUCIA) à un projet de création de coopératives de crédit au Cameroun. Ce projet a étudié les différences entre hommes et femmes en matière d'épargne, d'emprunts et d'investissements parmi 146 membres de coopératives de crédit et autres, de même que les encouragements et les opportunités d'investissement et les perceptions des groupes monétaires non structurés en comparaison avec les coopératives de crédit et autres institutions financières formelles. Au Cameroun, de 64 à 75 pour cent de la population au marché financier non structuré, et les planificateurs du développement ont commencé à examiner ce secteur de plus près en tant que modèle pour des programmes de crédit et comme source de financement. En fait, dans tout le monde en développement, de plus en plus de personnes délaissent les banques et préfèrent avoir recours au secteur non structuré où "les taux d'intérêt sont concurrentiels et la paperasserie est minime", comme l'a dit récemment un expert en institutions africaines autochtones.

Lorsque le projet a pris fin, des recommandations ont été faites à la Cameroon Cooperative Credit Union League, un des sponsors et collaborateurs. Il a été signalé en particulier qu'il fallait renforcer la formation des membres, et plus particulièrement des femmes, lesquelles étaient en général moins informées au sujet des coopératives de crédit, et qu'il était nécessaire de promouvoir et d'étendre l'utilisation du crédit productif en encourageant les femmes à épargner en tant que membres du groupe, et cela sur le modèle des réunions qu'organisent les coopératives de femmes dans le secteur non structuré.

USAID a encore tiré beaucoup d'autres leçons de ses projets de crédit et de micro-entreprises. Par exemple:

- Les projets des donateurs hésitent à prêter aux commerçants; par conséquent, les vendeurs ambulants, dont la plupart sont des femmes, sont généralement oubliés.

- Les projets d'artisanat générateurs de revenus et destinés à de petits groupes de femmes en milieu urbain ne produisent, en général, que des rentrées minimales et ne se sont pas révélés viables à long terme.

- Bien que les projets ne favorisent pas nécessairement les femmes chefs d'entreprise de façon directe, ils permettent à des compagnies plus grandes de créer davantage d'emplois pour les femmes.

- Il est nécessaire de réaliser une évaluation des avantages socio-économiques à long terme de l'assistance fournie par les projets.

Les Nations Unies et les programmes de crédit destinés aux femmes

La plupart des principaux organismes des Nations Unies ont commencé à s'intéresser aux programmes de crédit destinés aux femmes, surtout grâce au mandat qui leur a été donné au cours de la Décennie pour la femme (1976-1985) et dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi, issues de la dite Décennie. L'accès des femmes au crédit fait partie des recherches continues de l'INSTRAW sur le rôle des femmes dans les relations économiques internationales et a constitué le point focal de ses études de cas en 1987 au Ghana, à la Malaisie et en République dominicaine (voir supplément à ce numéro). L'Institut publiera d'ici peu une compilation de plusieurs études de recherche sur les femmes et le crédit (voir Bibliothèque). Ces études portent sur des aspects tels que le travailleur "invisible", le rôle du revenu des femmes dans les ménages pauvres, les obstacles à l'expansion des facilités institutionnelles de crédit, le secteur non structuré en tant que source de crédit, et des recommandations de politiques pour les projets.

D'autres projets encore de l'Institut, dans le domaine du crédit, incluent un séminaire prochain de formation sur "L'amélioration des services bancaires pour les femmes rurales", en collaboration avec le Fonds International de développement agricole (FIDA) et le Mediterranean Institute of Management (MIM).

La Banque mondiale, qui possède sa propre division des questions relatives aux femmes dans le développement, a créé, l'année dernière, un groupe de travail sur les femmes et le crédit, lequel a déjà organisé huit séminaires.

Une large gamme de projets a été préparée et se trouve en attente d'exécution dans le domaine du crédit pour les femmes chefs d'entreprise. La Banque finance d'ailleurs depuis longtemps des projets de crédit et de micro-entreprises en Gambie, au Nigéria et en Inde.

Etant donné que la FIDA se consacre plus particulièrement au secteur agricole, dominé par les femmes dans de nombreux pays, cet organisme peut



s'enorgueillir d'un riche palmarès de projets de crédit pour les femmes et d'autres projets en général dont la plupart contiennent une composante intéressant les femmes. Comme

nous l'avons déjà mentionné, le FIDA a été le premier institut à financer la Banque Grameen, et il vient d'approuver un projet au Ghana adressé spécifiquement aux femmes. En Gambie, les femmes participent à la distribution de terres rizières améliorées pour qu'elles puissent bénéficier de la production de riz "sur un pied d'égalité". Au Yémen, où les hommes sont partis travailler dans le Golfe, le Fonds collabore à un projet qui devrait donner aux femmes "des responsabilités à la mesure de leur production vivrière".

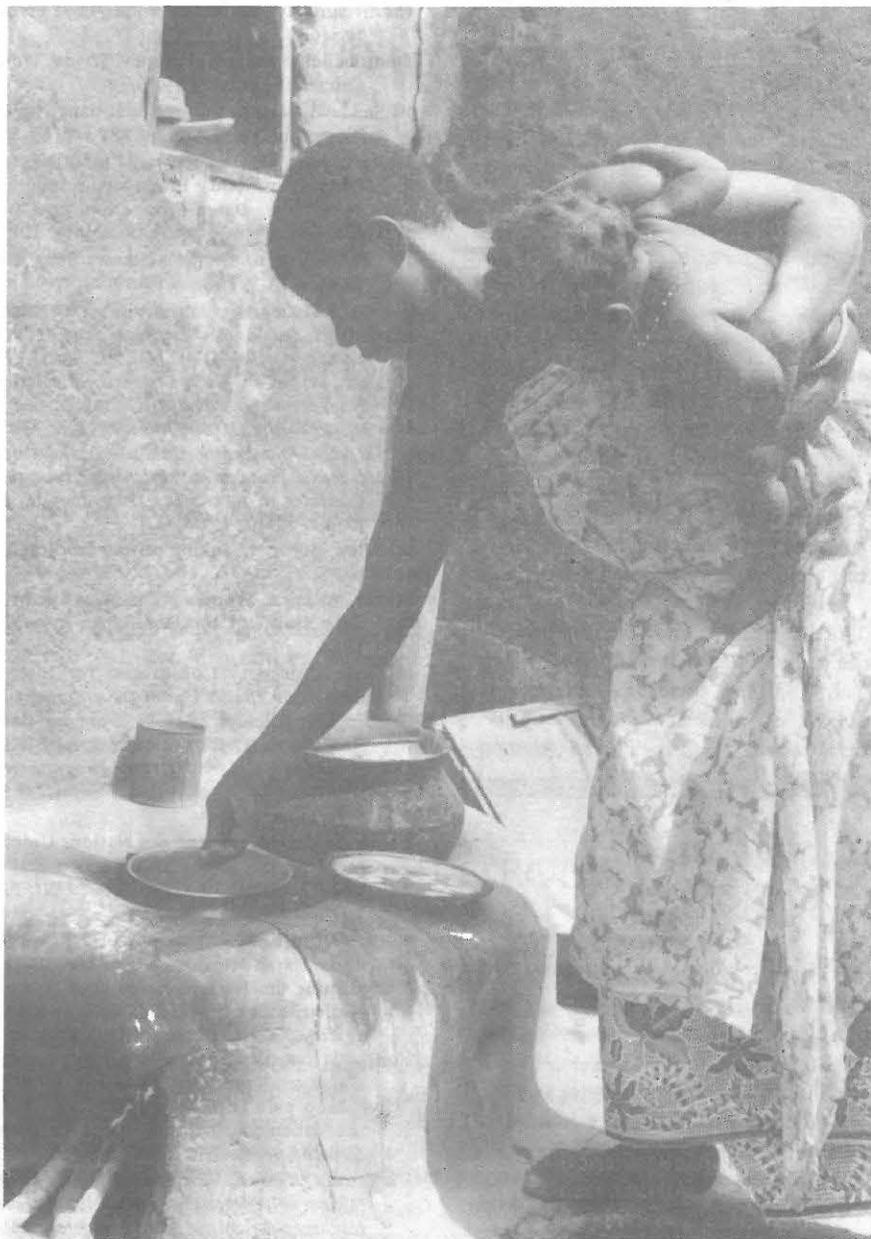
Au Lesotho, où les hommes ont également abandonné le pays pour aller travailler dans les mines d'Afrique du Sud, le FIDA fournit du crédit aux femmes pour améliorer leur productivité. Un projet actuel au Malawi octroie des prêts et du crédit aux banques villageoises et aux associations d'agriculteurs où les membres s'encouragent les uns les autres à rembourser leurs prêts -c.à.d. le concept de groupe de solidarité appliqué à un contexte moins marqué par les divisions entre hommes et femmes. Et le Fonds de développement villageois de Ségou, au Mali, doit son succès à celui d'autres institutions autochtones d'épargne telles que les 6.000 florissants clubs d'épargne des femmes travailleuses du Zimbabwe qui regroupent actuellement 200.000 membres.

Le projet de Ségou vise à orienter l'épargne vers des investissements productifs et le bien-être communautaire. Les villageois forment des groupes qui exécutent les projets et réunissent en même temps des fonds de garantie pour obtenir des prêts bancaires. Bien que la plupart des décisions dans ces villages africains traditionnels soient prises par les hommes les plus âgés, deux des sept villages du projet ont créé des mécanismes d'accès au crédit pour les femmes, ce qui prouve que les

hommes respectent de plus en plus les nouvelles compétences des femmes dans les domaines de la gestion financière et de la génération de revenus. La moyenne des prêts octroyés est de \$350, avec un taux d'intérêt de neuf pour cent et un étonnant taux de remboursement de 104 pour cent (y compris les apports volontaires). Il n'y a pas de preuve plus convaincante que les programmes de crédit établis sur une base locale sont devenus la pierre

angulaire des programmes de développement des années 90.

INSTRAW Nouvelles désire remercier Michèle Olivier pour son travail intitulé "Pauvreté et progrès: opportunités de crédit pour les femmes dans le monde en développement", préparé pour l'INSTRAW en 1989. Pour de plus amples références qui nous ont aidées dans la rédaction de ce numéro, veuillez consulter notre Sélection de publications, p. 14. □



Une femme prépare de la bouillie dans un fourneau amélioré

Photo ONU, Kay Muldoon

Sélection de publications sur les femmes et le crédit

- Adams, Dale W., Claudio González Vega et J.D. von Pischke, éd., *Crédito Agrícola y Desarrollo Rural: La Nueva Visión*. Columbus, Ohio. Ohio State Univ., 1987.
- Arunachalam, Jaya. *Credit Needs of Women Workers in the Informal Sector. Case Study of Working Women's Forum (India)*, Washington: Appropriate Technology International, 1987.
- Bank of India. *Innovative Credit Schemes*, 1987.
- Berger, Marguerite. "Giving Women Credit: The Strengths and Limitations of Credit as a Tool for Alleviating Poverty", *World Development*, 17:7 (1989), pp. 1017-1032.
- et Mayra Buvinic, éd., *Women's Ventures: Assistance to the Informal Sector in Latin America*. Washington, D.C., International Center for Research on Women (ICRW), 1989.
- Buvinic, Mayra. "Investing in Poor Women: The Psychology of Donor Support", *World Development*, 17:7 (juillet 1989), pp. 1045-57.
- et Sally Yudelman. "Women, Poverty and Progress in the Third World". *Headline Series*. New York, Foreign Policy Association, 1989.
- Commonwealth Fund for Technical Assistance, Food Production and Rural Development. *Gambia: Study of Rural Women's Access to Agricultural Extension and Credit Services*. Commonwealth Secretariat, 1986.
- Crédit agricole. *La femme rurale et le crédit: contraintes et initiatives, expérience du crédit agricole*. Rabat, 1987.
- Dumouchel, Suzanne et Nancy Thede. *Women, Savings and Credit in the Sabel*. Solidarity Canada Sahel, avril 1986.
- El Saadawi, Nawal. Sub-regional paper on Initiatives from Provision of Credit to Poor Rural Women in Rural Areas, 1987.
- Everett, Jana et Mira Savara. "Institutional Credit as a Strategy Toward Self-Reliance for Petty Commodity Producers in India: A Critical Evaluation", in *Invisible Hands: Women in Home-Based Production*, pp. 207-228. A. Menegee, A. Singh et Kelles-Viitanen, éd., New Delhi, Sage Publications, 1987.
- FAO. *Analysis of Credit Schemes Benefiting Rural Women in Selected African Countries*, Rome: FAO, 1988.
- , *Rural Savings Mobilization: The Asian Experience*. Bangkok: FAO/RAPA, 1987.
- Hirshchoff, Paula M. "Development that Works: Fresh Look at an Age-Old Endeavor." *Hunger Notes*, XIII:11-12 (avril-mai 1988), pp. 1-14.
- Hossain, Mahabub. *Credit for the Alleviation of Rural Poverty: The Grameen Bank in Bangladesh*. Washington, D.C., International Food Policy Research Institute, 1988.
- , *The Impact of Grameen Bank on Women's Involvement in Productive Activities*, Dacca: Bangladesh Institute of Development Studies, 1986.
- FIDA. *Rural Women in Agriculture Investment Projects, 1977-1984*, étude préparée pour la Conférence mondiale, Décennie des Nations Unies pour la femme, Nairobi, Kenya. Rome: FIDA, 1985.
- Madeley, John. "Banking on the landless", *Development Forum*, XV:7 (septembre 1987), p. 9.
- Maher, Monica. *Women's Participation in and Benefit from Microenterprises Projects: A Case Study of the Dominican Republic*. The American University, Washington, D.C., 1986.
- Midwest University Consortium for International Activities (MUCIA) *The MUCIA/WID Cameroon Credit Union Development Project*. Columbus, Ohio, 1990.
- Osuntogun, Adeniyi. *Some Strategies and Guidelines in Establishing Credit Guarantee Schemes in African Countries*. AFRACA, 1986.
- Otero, Maria. *Solidarity Group Programmes: A Working Methodology for Enhancing the Activities of Women in the Informal Sector*. Cambridge, Ma.: ACCION International, septembre 1986.
- Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). "Preliminary Assessment of Impact of Stabilization and Structural Adjustment Programmes on Selected UNIFEM-Supported Projects." *UNIFEM Occasional Paper No. 10*. New York, UNIFEM, 1990.
- , "UNIFEM Experience of a Revolving Loan Fund." *UNIFEM Occasional Paper No. 4*, par Sarah Murison. New York, UNIFEM, 1986.
- *Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). "Credit for the Poor: Past Activities and Future Directions for the UNDP." *UNDP Policy Discussion Paper*, par Jeffrey Ashe et Christopher E. Cosslet. New York, PNUD, 1989.
- Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme. *A Guide to Community Revolving Loan Funds*. New York, sans date.
- "Una Mano para la Mujer que Trabaja: The Participation of Women Microentrepreneurs in the Urban Small Enterprise Development Fund of the Industrial Bank of Peru", *World Development*, 18:5 (mai 1990).
- Viswanath, Vanita. "Extending Credit to Rural Women: NGO Models from South India." *Office of Women in International Development Working Paper No. 184*. East Lansing, Michigan, Michigan State University, 1989.
- Yunus, Muhammad. *Group-Based Savings and Credit for the Rural Poor*. Dacca: Grameen Bank, 1984.

* Voir brève critique sous la rubrique Bibliothèque de ce numéro.
Voir également la Bibliographie dans le supplément à ce numéro.

Programmes alternatifs de crédit pour les femmes en République dominicaine

● ASOCIACION DOMINICANA PARA EL DESARROLLO DE LA MICROEMPRESA (ADEMI)

ADEMI est une organisation privée sans but lucratif, créé en 1983 par le secteur privé de la République dominicaine. Son objectif principal est de réduire le chômage et le sous-emploi dans les zones urbaines en augmentant la productivité et les revenus des micro-entreprises du secteur non structuré, permettant ainsi à ces dernières de réaliser pleinement leur potentiel et de mieux s'insérer dans l'économie formelle.

ADEMI poursuit la réalisation de ses objectifs par le biais de deux mécanismes: l'assistance technique aux chefs d'entreprises en vue d'améliorer leurs capacités gestionnaires et comptables, et l'accès au crédit. En général, les chefs de micro-entreprises manquent de capital de travail et, en outre, jouissent rarement de crédit auprès des banques commerciales.

Au cours de la période 1983-89, ADEMI a affecté 56 millions de pesos dominicains à l'octroi de crédit à 8.537 chefs d'entreprises dont 3.585 (42%) étaient des femmes, ce qui a permis de créer ou de renforcer 42.000 emplois favorisant indirectement 225.000 personnes. A l'heure actuelle, ADEMI dispose d'un portefeuille de prêts de 12.754.923 pesos dominicains.

Quoique ce programme ne s'adresse pas spécifiquement aux femmes, c'est celui dont profite le plus grand nombre de femmes urbaines engagées dans des activités économiques à très petite échelle. Le nombre de ces femmes bénéficiaires a augmenté sans cesse; rien qu'en 1989, il s'est accru de

77,5% et de 101,8% au cours des premier et deuxième semestres, respectivement.

Dans le rapport de son atelier annuel de 1988, ADEMI a déclaré que son programme de prêts accorderait la priorité aux femmes en tant que groupe-cible. A cet effet, les micro-entreprises seraient éligibles pour ces crédits du fait qu'elles constituent la principale activité économique des femmes. Cette catégorie inclut les petits commerces de détail et des services tels que les salons de coiffure et autres. Auparavant, ADEMI n'octroyait ses prêts que pour des activités de transformation.

Ce programme de crédit se caractérise par des procédures d'emprunt très simplifiées, une affectation rapide des fonds et très peu de paperasserie; des conditions novatrices de garantie

pour les emprunteurs telles que machines et capacités administratives; des montants adaptés aux besoins des petits emprunteurs; un taux d'intérêt favorable et des liens étroits d'assistance et de suivi entre les bénéficiaires et l'organisation, ce qui assure une utilisation correcte et le remboursement ponctuel des prêts. ADEMI a d'ailleurs un excellent taux de remboursement de ses prêts et son programme est complètement autofinancé.

L'organisation a réussi à atteindre son objectif d'octroyer du crédit aux chefs d'entreprises à faibles revenus du secteur non structuré, faute de quoi ils devraient avoir recours aux sources informelles de financement avec toutes leurs limitations.

ADEMI reçoit de l'appui technique d'ACCION International et du Peace Corps, ainsi que de l'assistance financière du secteur privé dominicain, du gouvernement dominicain, d'USAID, de la Coopération technique du Gouvernement allemand (GTZ), de la Banque interaméricaine de développement, et de Pueblito Canada, Inc. □

● MUJERES EN DESARROLLO DOMINICANA, INC. (MUDE)

MUDE fut créé en 1975, et en 1979 cette organisation changea son nom en "Mujeres en Desarrollo Dominicana, Inc." Deux organismes locaux - Instituto de Desarrollo Cooperativo (IDECOOP) et Oficina para el Desarrollo de la Comunidad (ODC) - furent les agents de liaison entre MUDE et les organisations des femmes paysannes. Lorsque MUDE commença ses activités, le pro-

gramme offrait uniquement de la formation et de l'assistance juridique et technique. L'octroi de crédit fut incorporé au programme en 1979.

MUDE accorde de l'appui financier à des projets en finançant 65% de leur coût total et en octroyant du crédit pour les 35% restants. Depuis 1977, MUDE a ainsi financé 365 projets pour un montant total de RD\$7.540.109.

Entre 1987 et 1989 la quantité des fonds alloués a augmenté en fonction de l'inflation. Le nombre de projets financés s'est aussi considérablement accru au cours de cette même période. MUDE finance des projets agricoles et d'élevage. Dans les régions où les terres ne se prêtent pas à l'agriculture ou lorsque les femmes n'ont pas accès à ces terres, le programme finance d'autres activités génératrices de revenus telles que l'artisanat, des ateliers de confection, etc.

Le programme d'assistance et de crédit de MUDE aide 233 organisations de femmes regroupant 5.925 femmes et 35.550 bénéficiaires indirects. Les femmes bénéficiaires sont sélectionnées en fonction des critères suivants: on choisit des régions où l'incidence des autres organisations est faible, avec une préférence pour les communautés ayant une concentration élevée de groupements de femmes, les collectivités à prédominance rurale et relativement accessibles, et les groupes qui existent depuis au moins deux ans et qui possèdent un minimum de onze membres.

L'institution se préoccupe de la situation des femmes rurales et a signé des accords avec des organisations gouvernementales et privées compétentes en vue d'améliorer leur accès à la terre et aux autres ressources économiques.

Le programme de crédit de MUDE destiné aux femmes rurales n'est pas facile à gérer à cause des caractéristiques de son groupe-cible. En effet, il s'agit d'une clientèle peu instruite, avec un taux élevé d'analphabétisme et peu de connaissances des opérations bancaires; et ces femmes vivent dispersées sur un vaste territoire, ce qui rend leur accès très difficile. Tout cela augmente les coûts du programme et limite ses possibilités d'exercer un impact significatif. Cependant, les aspects sociaux et économiques sont encore plus complexes du fait des modèles traditionnels des sociétés rurales qui sont déterminants dans la misère de leurs populations et dans le comportement conservateur des femmes.

Malgré toutes ces difficultés, MUDE a pu démontrer que les femmes rurales pauvres méritent de recevoir du crédit et sont disposées à rembourser leurs emprunts; leurs taux de remboursement sont effectivement supérieurs à 90%. MUDE a joué un rôle crucial dans

l'accès que ces femmes isolées ont obtenu aux ressources financières qui leur permettent de réaliser des activités économiques leur assurant un revenu monétaire pour elles-mêmes et pour leurs familles.

MUDE reçoit de l'aide financière de la BID, d'Helveta, d'USAID et de l'Inter-American Foundation. Cette dernière fournit également de l'assistance juridique et technique. □

● ASOCIACION DOMINICANA PRO-DESARROLLO DE LA MUJER (ADOPEM)

ADOPEM fut créé en 1982 comme organisation sans but lucratif, affiliée localement à Women's World Banking. Ses objectifs principaux sont d'incorporer pleinement les femmes et leurs familles à l'économie et au système financier formels par le biais de crédits et d'une assistance technique; générer de nouveaux emplois et renforcer l'emploi existant en vue d'aider les femmes urbaines chefs d'entreprises du secteur non structuré à améliorer leurs revenus et leur participation au développement du secteur national des micro-entreprises.

Au cours de ses sept années d'existence, le programme a consacré RD\$8.257.242 à l'assistance de 7.200 femmes, en tant que membres de groupements ou individuellement comme chefs d'entreprises. En 1989, son portefeuille de prêts a augmenté de 1 à 4 millions de pesos. Pour 1990, le programme de crédit prévoit d'aider 2.500 femmes.

ADOPEM octroie ses prêts individuellement à des femmes chefs d'entreprises ou sur une base collective à des groupes de femmes (en général, de 3 à 5 femmes). La première catégorie (48% des bénéficiaires) sont des femmes propriétaires de petites entreprises qui doivent avoir au moins un an d'expérience de la gestion avant de pouvoir bénéficier d'un prêt. Les groupes de femmes (52%) empruntent grâce à la garantie que constitue leur groupe lui-même. ADOPEM applique des taux d'intérêt différents selon les deux types de catégories; un taux plus élevé pour les bénéficiaires individuels qui jouissent en général d'une meilleure situation financière, et un taux inférieur pour les groupes de femmes dont les revenus et les bénéfices des activités économiques sont également plus réduits.

ADOPEM fournit de l'assistance technique à ses bénéficiaires grâce à une formation visant à développer leurs compétences administratives et leurs connaissances élémentaires de la comptabilité et des procédés bancaires. L'Association a également conclu des accords avec des institutions financières commerciales qui lui permettent de servir de tiers garant pour des micro-entreprises et autres établissements à petite échelle lorsque leurs besoins en crédit dépassent les possibilités limitées d'ADOPEM.

Le programme d'ADOPEM se distingue par l'octroi rapide de ses prêts, peu de démarches bureaucratiques, des garanties de groupe, des prêts de montant réduit, des calendriers de remboursement à court terme, des taux d'intérêt avantageux et un encadrement efficace des emprunteurs. Tout cela a eu comme résultat d'excellents taux de remboursement et l'autosuffisance de l'institution.

ADOPEM possède un personnel de 35 membres. Son siège social se trouve à Saint-Domingue, avec des bureaux dans quatre autres villes: La Vega, San Cristobal, San Pedro et Santiago. Cette année deux nouveaux bureaux devaient s'ouvrir à Bani et à Moca.

L'Association reçoit de l'appui financier de la Banco de Comercio Dominicano, du Fondo de Inversiones para el Desarrollo (FIDE), du Secrétariat technique de la Présidence (c.a.d. le gouvernement central), l'Inter-American Foundation, les Catholic Relief Services et l'Eglise méthodiste des Etats-Unis. ADOPEM a également bénéficié de la collaboration bénévole du Peace Corps et du Service de coopération du Japon. Women's World Banking a fourni de l'assistance technique. □

LES STATISTIQUES ET LES INDICATEURS CONCERNANT LES FEMMES

San Juan (Porto Rico)
3-5 octobre 1990

Les systèmes statistiques en vigueur à Porto Rico et dans le monde entier ne donnent pas de la participation de femmes dans la société et de leur contribution à cette société, en dehors de leur rôle de procréation, une quantification adéquate. Conscient de la nécessité de résoudre ce problème, le Proyecto de Estudios de la Mujer (PROMUJER) de l'Université de Porto Rico a demandé à l'INSTRAW son assistance technique afin d'organiser un atelier local sur les statistiques concernant les femmes.

Cet atelier a un but: 1) d'encourager le dialogue entre producteurs et utilisateurs de statistiques et d'indicateurs sur les femmes; 2) de familiariser les participants avec les sources d'application des données, le potentiel des indicateurs concernant les femmes et les sources de statistiques locales sur les femmes; 3) de contribuer à la recherche permanente de manière plus adéquate pour incorporer les données concernant les femmes aux séries statistiques nationales.

Suite à la mission préparatoire réalisée par l'INSTRAW en mai dernier, l'atelier mettra l'accent sur les thèmes suivants: 1) importance des statistiques et des indicateurs concernant la participation des femmes au développement; 2) collecte des statistiques concernant les femmes; 3) panorama général des données sur les femmes et, notamment, des statistiques concernant les activités économiques des femmes ou celles concernant leur santé et leur éducation; 4) critères pour la compilation et l'utilisation des statistiques et des indicateurs concernant les femmes; et 5) possibilités et limites des données concernant les femmes existantes et notamment des statistiques sur la démographie, la santé et l'éducation ainsi que sur les activités des femmes dans le secteur structuré et non structuré.

Assisteront au séminaire des représentants du gouvernement et principalement des bureaux de statistique du ministère de la Planification, des ministères de la Santé, du Commerce, de l'Éducation ainsi que d'organisations de femmes. Le Bureau de statistique des Nations Unies y présentera la base de données qu'il a mise au point au niveau mondial. □

UTILISATION DES STATISTIQUES ET DES INDICATEURS SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES AU DEVELOPPEMENT

Malaisie, Kuala Lumpur, 5-9 novembre 1990

Cet atelier national est organisé à la demande du secrétariat aux Affaires féminines et de l'Université Pertanian Malaysia afin d'analyser les principaux problèmes et aspects des statistiques et indicateurs concernant les femmes. Des consultations poussées de l'INSTRAW avec les mécanismes nationaux de promotion des femmes, le Bureau de statistique du gouvernement et d'autres institutions au cours de la mission qu'il a mené récemment ont débouché sur la définition des objectifs du séminaire, à savoir: 1) faire mieux connaître les données concernant les femmes existantes et encourager les planificateurs, les décideurs et les chercheurs des secteurs public et privé à les utiliser plus souvent; 2) analyser et recenser les limites des données et des indicateurs afin d'améliorer le suivi de tout ce qui concerne la participation des femmes au développement.

L'atelier mettra l'accent sur les thèmes suivants: 1) panorama général de la condition des femmes en matière de sources des données; 2) analyse des indicateurs sur la participation des femmes au développement; 3) problèmes relatifs aux concepts et aux critères concernant la condition socio-économique des femmes, et en particulier leurs activités économiques; 4) critères pour améliorer les données et les indicateurs sur la participation des femmes au développement; 5) résultats obtenus dans la région Asie-Pacifique quant à l'amélioration des données pour les statistiques et les indicateurs sur la participation des femmes au développement.

Les participants de ce séminaire seront des utilisateurs et des producteurs de statistiques, en provenance d'universités, de bureaux de statistique, des femmes de ministères, d'institutions et de services concernés ainsi que des représentants d'organismes des Nations Unies, et en particulier le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). □

LES FEMMES, LES STATISTIQUES ET LE DEVELOPPEMENT

Khartoum (Soudan), 24-29 novembre 1990

À la suite d'une demande du Bureau des femmes du ministère soudanais des Affaires sociales, l'INSTRAW a envoyé une mission dans ce pays afin de préparer l'organisation d'un atelier national de formation, destiné à analyser les problèmes et les aspects des statistiques et des indicateurs concernant les femmes.

L'atelier a pour but d'accroître l'efficacité de la planification, du suivi et de l'évaluation des projets de développement grâce à l'obtention d'informations statistiques de meilleure qualité et à une meilleure disponibilité et utilisation de ces données.

Il est prévu que l'atelier débouche sur l'élaboration de: 1) stratégies garantissant la coordination à long terme des activités statistiques concernant les femmes; 2) recommandations pour la collecte des données, des statistiques et des indicateurs sur les femmes.

Environ 30 participants seront présents, représentant équitablement les producteurs et les utilisateurs de statistiques en provenance de plusieurs ministères, bureaux de statistique, services de promotion des femmes, bureaux de planification de la population dépendant de divers ministères et des représentants des bureaux de services sociaux régionaux.

Cet atelier sera le premier du genre au Soudan et il sera le résultat de la collaboration du Bureau des femmes du ministère des Affaires sociales, du Comité national de la population et du ministère de la Statistique. Il sera financé conjointement par l'INSTRAW et le Bureau de statistique des Nations Unies. □

Atelier régional sur les méthodes de collecte et d'analyse des statistiques sur les femmes du secteur non structuré et leur contribution au produit national

Cet atelier régional, qui s'est tenu du 23 au 27 juillet, à Ziavonga (Zambie), était organisé par l'INSTRAW et le Bureau de statistique du Secrétariat des Nations Unies avec la coopération de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), agent d'exécution du projet "Amélioration du rôle de la femme africaine au sein du secteur non structuré: Production et gestion", que finance la PNUD et dont l'atelier est l'un des résultats.

L'atelier était l'hôte du gouvernement zambien, par l'intermédiaire du Bureau pour la participation des femmes au développement de la Commission nationale de planification du développement et la collaboration du Bureau central de statistique et du Comité des questions féminines du Parti unifié de l'indépendance nationale.

L'objectif majeur de l'atelier était, à partir des connaissances techniques existant au niveau régional et des expériences nationales en matière d'utilisation des statistiques disponibles, de quantifier la contribution des femmes au secteur non structuré, d'analyser et d'élaborer des directives pour la révision des deux documents suivants:

Handbook on Methods of Compiling and Analysing Statistics on Women in the Informal Sector in Industry, Trade and Services; et

Synthesis of Pilot Studies on Compilation of Statistics on Women in the Informal Sector in Industry, Trade and Services in four African countries.

Les participants de l'atelier étaient des spécialistes de haut niveau des bureaux de statistiques, des départe-

ments de statistique des ministères de Planification et du Travail, d'instituts de recherche et des mécanismes nationaux pour la promotion des femmes des pays africains anglophones. Les participants, qui représentaient leurs gouvernements respectifs, avaient une formation et un exercice professionnel variés, et entre autres, les comptabilités nationales, les statistiques des enquêtes sur les ménages, l'emploi et les établissements, la participation des femmes au développement. Onze pays de la région étaient présents: Ethiopie, Gambie, Ghana, Malawi, Nigéria, Seychelles, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie et Zambie.

Des représentants du système des Nations Unies et des institutions spécialisées: la CEA, l'OIT, l'INSTRAW, le PNUD et le Bureau de statistique de l'ONU, ont également participé au séminaire ainsi que l'Organisation néerlandaise pour le développement.

Outre la présentation des divers exposés sur les principaux thèmes dans le Guide, l'atelier s'est nourri des interventions des participants, qui ont porté sur les sources et la disponibilité des données concernant le secteur non structuré; les expériences nationales en matière de collecte des données et d'estimation de la composante du secteur non structuré dans les comptabilités nationales.

L'atelier a élaboré des directives détaillées pour la révision des deux ouvrages afin que ceux-ci tiennent compte des besoins et des réalités de chaque pays et il a recommandé que le Guide aussi bien que la Synthèse, une fois révisés, soient adoptés comme docu-

ments de formation et de référence par les statisticiens, les chercheurs et les spécialistes des femmes et du développement.

Plusieurs recommandations ont été faites en ce qui concerne l'importance d'organiser des ateliers nationaux de formation semblables à ceux qui sont prévus dans les quatre pays du projet dans tous les autres pays africains; la nécessité d'un effort plus concerté aux niveaux régional et national en vue d'améliorer les concepts et les méthodes de collecte des données et la compilation des statistiques sur la contribution des femmes au secteur non structuré. C'est dans ce sens, que l'atelier a recommandé:

- aux gouvernements africains de prendre conscience de la nécessité de mettre au point des statistiques intégrées, et notamment pour les statistiques concernant les femmes, afin d'aider les efforts de planification nationale et de soumettre cette proposition à la considération de la Conférence des ministres africains du développement économique et de la planification.

- à la Division des statistiques de la CEA d'inclure les statistiques sur le secteur non structuré dans son programme de travail et de prêter tout particulièrement attention à la quantification de la contribution des femmes à ce secteur et de soumettre à la Conférence conjointe des planificateurs, statisticiens et démographes africains les recommandations de l'atelier afin qu'un groupe d'experts *ad hoc* soit créé pour étudier le Guide et de recommander aux bureaux de statistiques nationaux d'utiliser ce Guide au niveau national.

• d'organiser, à manière de suivi du projet en faveur des femmes dans l'industrie, le commerce et les services du secteur non structuré, des ateliers de formation basés sur de Guide corrigé dans tous les pays africains non concernés directement par le projet en question.

Conscients de l'importance que revêt la participation des femmes dans

la production du secteur agricole et des limites des données statistiques disponibles, les participants ont également recommandé instamment l'élaboration d'un guide semblable pour la compilation de statistiques concernant les femmes du secteur non structuré agricole d'Afrique, lequel compléterait le guide consacré au commerce, à l'industrie et aux services.

Le rapport contenant les conclusions de l'atelier, ainsi que les discours d'inauguration, les points les plus importants des débats et des travaux en groupes ainsi que les exposés présentés sera publié à la fin de l'année.

Un séminaire du même genre à l'intention des pays africains francophones est prévu à Ouagadougou, du 8 au 12 octobre 1990. □

IMPROVING AFRICAN WOMEN'S ROLE IN INFORMAL SECTOR, PRODUCTION AND MANAGEMENT

NATIONAL POLICY SEMINAR
18 OCTOBER 1990
BANJUL, THE GAMBIA

WOMEN IN THE INFORMAL SECTOR MAKING 'EM COUNT IN NATIONAL POLICIES

Organized by:
INSTRAW
UN ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA IN
COLLABORATION WITH THE ORGANIZATION
OF AFRICAN UNITY (OAU) AND INTERNATIONAL
LABOR ORGANIZATION (ILO)

Hosted by:
THE GOVERNMENT OF THE GAMBIA

Funded by:
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)

Ateliers régionaux séries n°
de collecte et d'analyse de
statistiques sur les femmes
non structuré et leur
contribution au développement

Face à l'aggravation de la crise économique mondiale, les femmes ont de plus en plus la nécessité de crédit pour satisfaire leur besoins les plus élémentaires. Or, des contraintes sociales et légales les empêchent souvent d'avoir accès au crédit.



Femmes travaillant à la mise en bouteille du vin dans une coopérative de Wakefield, (Jamaïque)

Photo ONU, Jeffrey J. Fox.



Des femmes obtiennent des revenus importantes sur ce marché d

Les femmes



ce marché d'Ubud (Indonésie).

Photo ONU, Ray Witlin.

L'apprentissage est un élément clé des programmes de formation pour les femmes. Ici, un programme d'impression sur tissu à Addis-Abeba (Ethiopie).



Photo ONU, Louise Gubb

Des formules de crédit spécialement conçues pour aider les femmes pauvres fleurissent un peu partout dans les pays en développement. En rendant les femmes plus aptes à gagner leur vie, elles contribuent à améliorer le bien-être des familles et à accélérer le développement national.

s et le crédit

Dans le domaine de l'énergie, l'INSTRAW est "en effervescence"

● L'INSTRAW va jouer un rôle de premier plan au sein du groupe interorganisations pour les sources nouvelles et renouvelables d'énergie

La neuvième session du *Groupe interorganisations pour les sources nouvelles et renouvelables d'énergie*, qui s'est tenue à New York, les 26 et 27 mars et le 2 avril 1990 a confié à l'INSTRAW un rôle déterminant dans le domaine des femmes et des sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

Le Groupe a étudié les activités en cours des différentes organisations du système des Nations Unies, la coopération interorganisations, y compris les secteurs d'activités communes, les projets et les programmes qui recevront la priorité dans ce domaine et les points de vues et commentaires sur la cinquième session du Comité pour la mise au point et l'utilisation des sources nouvelles et renouvelables d'énergie.

En ce qui concerne la nécessité de renforcer la coopération et la coordination interorganisations, le Groupe a décidé que les activités communes porteraient sur les domaines suivants:

- a) les sources nouvelles et renouvelables d'énergie et l'environnement;
- b) les politiques énergétiques pour le développement rural;
- c) les stratégies de diffusion (commercialisation) des technologies concernant les sources nouvelles et renouvelables d'énergie.
- d) le rôle des femmes dans ce domaine.

Ces quatre grands centres d'intérêt en vue d'un travail en commun ont été approuvés par le Comité pour la mise au point et l'utilisation des sources nouvelles et renouvelables d'énergie au cours de sa cinquième session, tenue à New York, du 26 mars au 4 avril 1990.

Pendant la réunion du Groupe interorganisations, la représentante de l'INSTRAW, Borjana Bulajich, adjointe aux affaires sociales, a souligné que l'INSTRAW avait mis au point un programme pilote de formation multimédia sur "Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie" avec la collaboration du Centre international de perfectionnement technique et professionnel de l'Organisation internationale du Travail (OIT) de Turin. L'INSTRAW a également organisé, en octobre 1989, un séminaire de formation régional sur ce thème, avec le concours de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et il prévoit d'en organiser un autre en avril 1990 au centre de Turin de l'OIT et deux séminaires nationaux en Afrique au mois de juin 1990 (voir ci-dessus). Elle indiqua que le projet était financé par le gouvernement italien.

L'INSTRAW joue un rôle prépondérant pour la mise en oeuvre du Programme d'action de Nairobi en collectant, analysant et diffusant dans le monde entier des informations concernant les femmes et l'énergie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, en aidant à recenser les domaines où la recherche et la formation pourraient changer beaucoup de choses en ce qui concerne les femmes et l'énergie et en montrant aux organisations comment intégrer les questions de grande importance pour les femmes aux politiques, programmes et projets énergétiques.

Le Groupe interorganisations a conclu qu'il fallait toujours considérer les sources nouvelles et renouvelables d'énergie sous l'angle de l'environnement et du développement durable et qu'il fallait accorder plus d'attention à l'efficacité de l'exploitation de l'énergie ainsi qu'à son utilisation et à sa conservation en général. Les besoins des femmes, a dit le Groupe, doivent être pris en considération et leur participation réelle doit être garantie lors de la planification et de la mise en oeuvre des projets ainsi que lors de la mise au point des technologies.

La réunion était présidée par M. Ahmedou Ould Abdallah, coordinateur spécial pour les sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Etaient présent un représentant du Centre régional africain pour l'énergie solaire. L'INSTRAW y était représenté par Mme Borjana Bulajich ainsi que par Mme Nina Miness, consultant. □



Une femme âgée qui ramasse du bois à Bali.

● Formation de formateurs sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie

L'INSTRAW, avec la collaboration du Centre de formation de Turin de l'OIT, a organisé un séminaire de quatre semaines sur "Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie". Ce séminaire s'est déroulé au Centre de formation de Turin de l'OIT, dans le cadre d'un projet financé par le gouvernement italien, du 26 mars au 20 avril.

Ont assisté au séminaire 13 participants en provenance de cinq pays africains: l'Egypte, le Kenya, le Soudan, la République unie de Tanzanie et le Zimbabwe. Les participants provenaient des ministères de l'Energie, d'organisations de femmes et d'organisations non gouvernementales engagées dans des projets énergétiques aux niveaux national et local.

Le séminaire avait pour but d'adapter les programmes de formation multi-média de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT sur "Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie" en vue de leur utilisation dans des programmes de formation dans chacun de ces pays. Pendant la première semaine du séminaire, les modules ont été présentés aux participants afin de les leur faire connaître et de les sensibiliser à la méthodologie de formation modulaire, au contenu des programmes de formation et à l'utilisation des diaporamas. Les participants ont analysé la méthodologie de formation, les méthodes et les systèmes utilisés pour l'exploitation au niveau international des sources nouvelles et renouvelables d'énergie, ainsi que la planification et la gestion de l'énergie. Des exercices conçus spécialement ont préparé les participants à l'adaptation de la présentation et des programmes de formation modulaires, aux techniques du matériel audiovisuel non projeté et à la conduite des séminaires de formation nationaux. Une visite d'étude d'une semaine, dans le Nord de l'Italie, a également eu lieu pour montrer aux stagiaires plusieurs sortes de ressources nouvelles et renouvelables d'énergie: biomasse, biogaz, énergie géothermique et énergie solaire par panneaux photovoltaïques, entre autres.

Le produit final de ce séminaire de formation consistait à adapter ces programmes de formation et à les présenter, une fois adaptés à chaque pays, de sorte que les participants puissent les utiliser au cours des stages de formation dans leur pays respectif.

Le séminaire a été inauguré par Giulio Piva, chef des actions de formation au Centre de Turin de l'OIT et il a été dirigé par Adelina Guastavi, administratrice de programme au Centre et par Borjana Bulajich, adjointe aux affaires sociales de l'INSTRAW. La coordinatrice du projet, Marina Vaccari, a collaboré pour la présentation des modules.

En juin dernier, les participants de ce séminaire ont eu la possibilité de mettre en pratique ce qu'ils avaient appris lors de deux séminaires de formation nationaux organisés par l'INSTRAW en Tanzanie et en Egypte, où ils ont servi de formateurs et de conférenciers pour l'adaptation locale des programmes de formation (cf articles sur ce sujet). □

● Premier séminaire de formation national sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie

L'INSTRAW a organisé le premier séminaire de formation national sur "Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie" à Dar-es Salaam (Tanzanie), du 11 au 15 juin 1990. Cette manifestation s'est déroulée au Bureau tanzanien des normes, dans le cadre d'un projet financé par le gouvernement italien.

Le séminaire a été inauguré par Gertrude Mongella, désignée tout récemment membre du Conseil d'administration de l'INSTRAW, Pasquale Baldocci, ambassadeur d'Italie en Tanzanie et Sojen Tejno, représentante résidente adjointe du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Mme Anna M. Abdallal, membre du parlement, ministre du Gouvernement local, du Développement communautaire, des Coopératives et de la Commercialisation, a dirigé la séance d'inauguration et elle a souligné l'importance que revêt la promotion des sources nouvelles et renouvelables d'énergie pour l'amélioration des conditions sociales et économiques des femmes et pour la conservation de l'environnement. Elle a aussi cité les récentes mesures gouvernementales visant à encourager l'utilisation des énergies de substitution.

L'INSTRAW était représenté par Marina Vaccari, coordinatrice du projet et par Borjana Bulajich, administratrice adjointe aux affaires sociales, qui a pris la parole au nom de la directrice de l'INSTRAW. Elle a décrit les activités de l'Institut dans le domaine des femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie et elle a précisé que l'INSTRAW s'était vu confier par le Groupe de travail interorganisations des Nations Unies pour les sources nouve-

elles et renouvelables d'énergie un rôle prépondérant au sein de l'Organisation.

Le but de ce séminaire était de promouvoir la participation des femmes aux activités énergétiques, en tenant compte de leurs rôles et de leurs besoins lors de la mise au point, de la gestion et de l'utilisation des sources nouvelles et renouvelables. Les participants ont donc adapté les programmes de formation multimédias sur les "Femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie", élaborés par l'INSTRAW avec la collaboration du Centre de formation de l'OIT de Turin. Ces programmes sont destinés aux planificateurs du développement et aux cadres supérieurs des organisations de femmes et c'était la première fois qu'ils étaient ainsi testés dans un contexte national. Il s'agissait également de la première initiative de l'INSTRAW en Tanzanie.

Vingt-deux participants issus des ministères des Ressources naturelles, de la Commercialisation des coopératives, du Développement de la communauté et de Planification ainsi que d'organisations de femmes, d'organisations non gouvernementales et d'universités ont assisté au séminaire.

De l'avis de plusieurs participants, le séminaire était d'une importance capitale pour les femmes de Tanzanie, étant donné que le gouvernement prépare actuellement un plan-cadre énergétique pour les 15 années à venir. En Tanzanie, les femmes jouent un rôle capital en tant que productrices et utilisatrices de l'énergie; elles sont chargées du ramassage, du stockage et de la gestion du bois de feu. Les sources d'énergie les moins chères sont, dans ce pays, le bois de feu et le charbon de bois qui représentent 89,8% de la consommation totale; vers le milieu des années 80, la demande de bois de feu dépassait d'environ 35% le taux de renouvellement des forêts, ce qui a entraîné de nouvelles menaces pour l'environnement.

Les participants ont mis au point une série de recommandations en vue d'actions en ce qui concerne l'accroissement de la participation des femmes à tous les niveaux des politiques, programmes et projets énergétiques. Les activités de suivi comportent, entre autres, l'organisation de séminaires de formation locaux sur ce thème qui est d'une importance vitale pour le développement durable de la Tanzanie. □

● Un séminaire de formation au Caire étudie les sources nouvelles et renouvelables d'énergie

Le dernier séminaire de formation national de l'INSTRAW sur les "Femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie" s'est tenu au Caire (Egypte), du 24 au 28 juin 1990.

Le but de ce séminaire était de mieux sensibiliser les participants à la nécessité de tenir compte des besoins des femmes et de promouvoir la participation de celles-ci à la planification et à l'élaboration des politiques énergétiques. Il s'est articulé autour des programmes de formation multimédias "Les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie" de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT. Des projets mis en oeuvre avec la collaboration des gouvernements égyptien et italien y furent présentés et les discussions ont porté sur les applications actuelles et potentielles des sources nouvelles et renouvelables d'énergie en Egypte.

L'INSTRAW y était représenté par la coordinatrice du projet, Marina Vaccari et par le Dr. Farhonda Hassan, coordinatrice du séminaire. Ce séminaire s'est déroulé au Centre national de recherche, principale institution publique égyptienne pour la recherche et le développement et il était organisé avec la collaboration du Centre, de l'Association scientifique des femmes arabes et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Vingt-cinq représentants issus de ministères et instituts scientifiques et vingt-quatre observateurs des Nations Unies, d'organisations gouvernementales et non gouvernementales ont assisté à ce séminaire. □

● Séminaire de formation méditerranéen sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie

L'INSTRAW organise, avec la collaboration de son point focal en Yougoslavie, le Centre yougoslave pour la théorie et la pratique de l'auto-gestion et le Centre international pour les entreprises d'Etat dans les pays en développement, un séminaire de formation méditerranéen sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie, qui se tiendra au siège du Centre yougoslave pour la théorie et la pratique de l'auto-gestion, à Ljubljana, du 18 au 21 septembre 1990.

Ce séminaire a pour but de présenter les modules de l'INSTRAW et du Centre de Turin de l'OIT sur les femmes et les sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Il s'adressera aux fonctionnaires des ministères de l'Energie et de la Planification, aux professeurs et aux ingénieurs, aux représentants d'organisations de femmes et d'organisations non gouvernementales de Yougoslavie. Les points focaux de l'INSTRAW en Europe seront invités à y participer. □

● INTERVIEW

Les réflexions suivantes sont tirées d'un entretien avec Mme Pietila qui a, par ailleurs, parlé de son travail et de la situation des femmes nordiques au personnel de l'INSTRAW.

"CONSIDERER LA QUESTION DES FEMMES" C'est le rôle des Nations Unies"

INSTRAW Nouvelles: Parlez-nous de l'Association finlandaise pour les Nations Unies.

HILKKA PIETILA: L'Association regroupe 115 organisations à travers toute la Finlande. Elle est gérée par 9 personnes, dont un homme. Nous travaillons au niveau des écoles afin d'internationaliser l'éducation et nous éditons une revue.

IN: En quoi consiste la FMANU? Et quels sont ses liens avec l'INSTRAW?

HP: La FMANU a été instituée en 1946 à Genève. Elle se réunit en assemblée plénière tous les deux ans. D'ailleurs, je prendrai la parole au nom de l'INSTRAW pendant l'assemblée plénière de 1990, à Moscou.

Quant à ses relations avec l'INSTRAW, la FMANU a d'excellentes relations de coopération avec l'Institut, au plus haut niveau. Dans la revue de la FMANU, nous avons publié plusieurs articles sur les activités de l'INSTRAW. Et tout récemment (l'Association finlandaise pour les Nations Unies) a réalisé une campagne à petite échelle afin de collec-

ter des fonds en faveur de l'INSTRAW dans le cadre du "Mouvement du un pour cent" qui demande aux Finlandais de verser volontairement une contribution en faveur du développement et de la coopération internationale. La campagne actuelle est destinée à l'Organisation des Nations Unies tout entière, mais en 1988, nous avons décidé de verser à l'INSTRAW tous les fonds collectés.

IN: A votre avis, que peut faire de plus la FMANU pour aider la cause des femmes?

HP: Les Associations pour les Nations Unies n'ont pas fait, dans les domaines de l'information, la publicité et la promotion, tout ce qu'elles auraient pu faire. Bien que l'Assemblée plénière de 1985 de la FMANU ait adopté une résolution fondamentale demandant instamment aux associations de participer à la promotion et à la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, j'ai le regret de dire qu'elles n'ont pas travaillé suffisamment dans ce sens. Peu de

gouvernements ont fait les efforts qu'exigent les Stratégies et celles-ci doivent être incluses dans la nouvelle Décennie des Nations Unies pour le développement des années 90; or la rédaction provisoire du premier document de cette Décennie ne les mentionne même pas. Les ONG doivent faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils soient plus actifs à cet égard.

En ce qui concerne l'Association finlandaise, nous nous réjouissons d'avoir pu contribuer au financement du séminaire (sur les stratégies de l'après-Nairobi). C'était la première fois que l'INSTRAW recevait un don d'une organisation non gouvernementale des pays nordiques et nous espérons que cela établira un précédent.

IN: Que pensez-vous personnellement de l'INSTRAW?

HP: L'INSTRAW a été créé au moment précis où le rôle des recherches sur les femmes en général s'est considérablement développé et a alimenté le processus culturel de l'humanité. Les Nations Unies, en instituant un institut spécialisé, avec mission de mener à bien des recherches et des actions de formation dans le domaine des femmes, a agi pour une fois au moment propice.

En ce qui concerne l'INSTRAW proprement dit, je viens d'avoir la chance de venir ici et de mieux connaître les travaux qu'il réalise dans les pays de cette région. Je considère que le travail de l'INSTRAW au sein de l'ONU est d'une extrême importance. Je ne saurais dire quel travail est le plus important, si c'est celui qu'il réalise dans les différents pays ou si c'est celui qu'il réalise au sein des Nations Unies. A l'ONU, l'INSTRAW est indispensable; sans lui, le système tout entier ne s'occuperait pas autant de la situation des

(continue à la page 35)



HILKKA PIETILA, Secrétaire générale de l'Association finlandaise pour les Nations Unies et vice-présidente de la Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies (FMANU) a séjourné pendant plusieurs semaines au siège de l'INSTRAW, à Saint-Domingue, pendant l'été 1989. Pendant cette période, elle a fait un exposé au séminaire sous-régional sur les stratégies de l'après-Nairobi et mené des recherches sur "l'apparition des questions relatives aux femmes: le rôle des Nations Unies", qu'elle a écrit en collaboration avec Jeanne Vickers. Cet ouvrage vient d'être publié par Zed Books, avec la collaboration de l'INSTRAW et du Service de liaison Nations Unies - Organisations non gouvernementales (cf rubrique "Bibliothèque" de ce numéro). Il s'agit de la mise à jour d'un travail préalable de Mme Pietila, datant de 1985.

Femme et développement: le débat continue à l'ONU

Réunions d'information aux ONG

New York, les 3 mai et 7 juin 1990

L'INSTRAW a participé à deux réunions d'information à l'intention des organisations non gouvernementales (ONG), au siège des Nations Unies, ce printemps. Dunja Pastizzi-Ferencic, directrice sortante de l'Institut, a parlé aux ONG des activités de l'INSTRAW au cours de ses dix années d'existence, le 3 mai, et elle a souligné le "rôle essentiel" qu'ont joué les ONG dans l'histoire de l'INSTRAW.

Les femmes sont les plus touchées par les effets de la "Décennie perdue" pour le développement, selon le terme qui sert à désigner les années 80, a-t-elle dit. Mais la féminisation de la pauvreté frappe aussi bien les pays développés que ceux en développement: aux Etats-Unis, 60% des adultes qui vivent dans la pauvreté sont des femmes.

Mme Pastizzi-Ferencic a résumé les faits marquants du travail qu'a réalisé l'INSTRAW, à savoir, l'analyse du rôle que jouent les femmes dans les relations économiques internationales; les études méthodologiques employées pour créer la première base de données statistiques sur les femmes, permettant d'établir des comparaisons au niveau mondial; et ses efforts pour quantifier la véritable contribution des femmes au produit national brut. Elle a annoncé que l'Institut était en train de planifier la première réunion d'un Groupe d'experts dans le but de tracer des politiques en faveur des femmes du secteur non structuré et d'esquisser des mesures d'encouragement pour ce secteur, et notamment des dispositions visant à accroître le crédit non officiel et la formation.

Au cours de la réunion d'information aux ONG du 7 juin, qui s'est, elle aussi, déroulée au siège des Nations Unies, Siri Melchior-Tellier, administratrice de programmes au PROWCESS/PNUD a parlé de la Décennie interna-

tionale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Le PROWCESS est un programme interrégional de mise en valeur des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de l'environnement du Programme des Nations Unies pour le développement. Mme Melchior-Tellier est également présidente du Groupe de travail interrégional pour les femmes et la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Au commencement, les progrès sanitaires constituaient l'élément clé de la Décennie. Maintenant qu'elle est terminée ceux qui ont travaillé en sa faveur ont analysé ses points forts et ses points faibles en vue de fixer de nouveaux objectifs. Bien que les buts originels de la Décennie, à savoir, eau et assainissement pour tous en 1990, n'aient pas été atteints, des progrès ont été faits. Près de 2 millions de Chinois, par exemple, ont maintenant des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement satisfaisants. Cependant, un nombre considérable d'êtres humains continuent à ne pas être desservis à cause de l'augmentation dramatique de la population.

Bien que le financement soit passé de 6 milliards de dollars en 1980 à 10 milliards en 1990, les investissements sont insuffisants pour satisfaire les besoins, a-t-elle dit. Il faudrait presque le double du financement actuel.

En ce qui concerne l'impact de la Décennie sur la situation sanitaire, il est difficile de le mesurer avec exactitude, selon Mme Melchior-Tellier. La prévention et la diminution des maladies et des affections dépendent de l'eau potable mais à moins que l'eau, l'assainissement et l'éducation sanitaire ne forment un tout, il ne peut y avoir ni amélioration ni effet sur la santé.

Dans la pratique, il est extrêmement difficile d'atteindre cet objectif de synergie entre l'eau, l'assainissement et l'éducation sanitaire, car aux yeux du donateur, l'eau revêt bien plus d'intérêt que l'assainissement et pour le village, l'eau a priorité sur l'assainissement. Bien plus, ils n'ont même pas conscience de la relation d'interdépendance qui existe entre l'eau et l'assainissement.

Mme Melchior-Tellier a signalé que certains progrès technologiques avaient été faits. Les techniques sont actuellement mieux conçues et mieux adaptées à leur usage spécifique; on dispose par exemple de pompes à main de meilleure qualité et plus simples qui peuvent être utilisées par deux femmes en même temps. Les gouvernements acceptent également de meilleur gré, a-t-elle fait remarquer, d'avoir recours de plus en plus souvent aux technologies et aux services à bas prix. Cependant, il faut davantage de données sur la maintenance ainsi que sur les utilisations, coûts, points forts et points faibles des technologies.

Lors du lancement de la Décennie, la participation des femmes n'avait pas été oubliée, mais il y avait peu de projets où elles participaient véritablement, dit-elle. Et surtout, la Décennie s'était fixé quatre objectifs majeurs: une plus grande prise de conscience de la mise à l'écart des femmes et de leur rôle dans le développement ainsi qu'un intérêt accru pour ces questions; une augmentation de 300% du financement en faveur de ce secteur; un accroissement de la participation des femmes aux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement; et une participation croissante des villageois à la prise de décisions.

Un rapport détaillé sur la Décennie sera disponible en août 1990. □

Equipe spéciale du développement rural

Rome, 2-4 mai 1990

La 18ème réunion du Groupe de travail pour le développement rural du Comité administratif de coordination (CAC) s'est tenue au siège de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome. Les participants étaient des représentants de 16 organismes et institutions des Nations Unies ainsi que de deux commissions régionales.

La réunion était présidée par M. B. P. Dutia, directeur général assistant du département des politiques économiques et sociales de la FAO. Les points suivants de l'ordre du jour ont été examinés: la participation des populations au développement rural; le suivi et l'évaluation du développement rural; la coordination et la collaboration des activités et des programmes de développement rural et de réforme agraire pour l'exercice biennal 1990-1991; l'impact des politiques macro-économiques nationales sur les défavorisés des zones rurales; la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi en faveur des femmes rurales; les consultations mondiales sur la formation agricole; le programme de travail et le groupe de travail pour la contribution industrielle au développement rural pour l'exercice biennal 1990-1991.

Le Groupe de travail a accordé toute son attention aux méthodes de suivi et d'évaluation du développement rural et de la participation des femmes à ce développement. Il a recommandé à ses membres de préparer des rapports sur les études de cas portant sur des aspects spécifiques de la participation des femmes au développement rural et il a demandé de faire des efforts pour mettre au point des données de base sur la participation des femmes au développement rural afin de pouvoir procéder à des analyses comparatives.

La représentante de l'INSTRAW, Borjana Bulajich, a parlé brièvement des activités de l'Institut en matière de suivi et d'évaluation du développement rural; d'élaboration des programmes de formation sur "Les femmes,

l'approvisionnement en eau et l'assainissement", "Les femmes et les ressources nouvelles et renouvelables d'énergie" et les programmes sur les statistiques et les indicateurs concernant les femmes ciblés essentiellement sur le rôle des femmes dans les secteurs

structuré et non structuré de l'économie.

La 19ème réunion du Groupe de travail se tiendra en mai 1991 à Nairobi (Kenya), siège du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat). □



Photo ONU, John Isaac

Une femme qui batte et terrasse du sol pour contrôler l'érosion à Simigou (Burkina Faso).

Comité régional africain pour l'intégration des femmes au développement

Tripoli, 6-8 mai 1990

Tripoli (Lybie) a été l'hôte de la onzième réunion du Comité africain de coordination régionale pour l'intégration des femmes au développement. Cette réunion, organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) avait pour mission d'examiner les programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux en faveur de la promotion de la femme africaine. Elle a également analysé les actions de suivi de la quatrième conférence régionale pour la mise en oeuvre des Stratégies pour la promotion de la femme d'Arusha, tenue à Abuja (Nigéria), du 6 au 10 novembre 1989. Elle a prêté une attention particulière aux mécanismes assurant sur le "Développement interactif et le rôle des femmes africaines pendant les années 90."

Les discussions ont également porté sur les activités du programme pour la promotion de la femme de la CEA; les rapports des réunions de la Commission de la condition de la femme, du Conseil d'administration de l'INSTRAW et du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM); l'analyse comparative des législations nationales en matière de droits des femmes et de situation des femmes en Afrique; et les rapports des réunions de groupes d'experts qui ont révisé des documents, et en particulier un guide pour "faciliter l'accès des femmes au crédit - une approche globale" et un autre guide sur le progrès et la formation professionnelle des femmes africaines chefs d'entreprise et leur accès au crédit.

L'INSTRAW y était représenté par la présidente de son Conseil d'administration, Tawheeda Osman Hadra. □



Des Indiennes assurent le suivi du séminaire de l'INSTRAW sur l'eau

Quinze Indiennes des zones rurales ont participé à un stage de formation sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement à la suite d'un séminaire de formation régional de l'INSTRAW conçu pour montrer aux participantes que les femmes pouvaient jouer un rôle actif dans les programmes axés sur les femmes, l'eau et l'assainissement et pour mener à bien des actions concrètes au niveau local une fois rentrées dans leur pays.

Le séminaire de l'INSTRAW intitulé "La contribution des femmes à la Décennie internationale de l'approvisionnement en eau et l'assainissement", organisé conjointement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) s'était tenu à Bangkok (Thaïlande) du 23 au 27 janvier 1989. Il avait pour but d'accroître la prise de conscience quant à la nécessité d'intégrer les femmes —et de s'assurer de leur participation— à tous les niveaux et étapes des programmes axés sur les femmes, l'eau et l'assainissement.

Quatre spécialistes du génie sanitaire, originaires de l'Inde, et Jan Speets, coordinateur des questions hydriques à l'Ambassade des Pays-Bas en Inde, avaient assisté à ce séminaire. Hira Sharma, qui avait été la vice-présidente du séminaire et qui est ingénieur en chef de la Corporation de l'eau de l'Uttar Pradesh (UP Jal Nipam), prit la décision d'en assurer le suivi dans son état. Elle mit sur pied un camp de formation d'un mois pour des femmes de la communauté de Tharu Tribal, district de Kheri. Ce camp était organisé par l'UP Jal Nipam dans le cadre d'un programme de formation au travail indépendant pour la jeunesse rurale. Il visait à doter les femmes rurales de connaissances pratiques en matière de maniement et de maintenance des pompes indiennes à main MARK II qui sont actuellement la principale source d'approvisionnement en eau potable de la plupart des villages de l'Inde. Pendant le stage de formation un groupe de 15 femmes, de 18 à 35 ans, ont reçu la formation suffisante pour faire fonctionner le système et pour leur permettre de veiller à la propreté des alentours et des plateformes et d'enseigner à leurs collègues du village des notions d'éducation sanitaire et d'hygiène fondées sur l'eau potable.

L'INSTRAW est profondément reconnaissant à Mme Sharma d'avoir atteint les objectifs du séminaire et d'avoir converti les mots en actions. □



L'Institut a fêté ses dix premières années d'existence pendant toute l'année 1990 avec l'aide de la communauté internationale, des organisations non gouvernementales et des groupements de femmes du monde entier. Ces célébrations peuvent prendre la forme de manifestations ou de messages de soutien au travail que réalise l'INSTRAW.

Les célébrations pour le 10ème anniversaire de l'INSTRAW continuent

Le dixième anniversaire de l'INSTRAW a été célébré au cours d'un déjeuner en l'honneur des représentantes auprès du Conseil économique et social, qui a eu lieu au siège des Nations Unies, le 8 mai 1990, pendant les débats du Conseil sur la situation des femmes. La plupart des représentantes auprès du Conseil ainsi que de nombreuses dirigeantes d'organisations non gouvernementales (ONG) ont assisté à ce déjeuner, offert par Frances Sawyer, présidente de Women United for the United Nations.

Mme Sawyer a présenté Dunja Pastizzi-Ferencic, directrice sortante de l'INSTRAW, qui a parlé avec beaucoup d'éloquence de la première décennie de l'Institut. Elle a rendu hommage, en particulier, aux ONG qui ont soutenu l'INSTRAW dès les premiers jours de sa création.

La deuxième conférencière était la nouvelle ambassadrice de la Trinité-et-Tobago auprès des Nations Unies, Mme Marjorie R. Thorpe qui a parlé du rôle des femmes dans les Caraïbes.

Après ces deux importantes interventions, plusieurs ambassadrices ont ajouté quelques commentaires, et notamment, Mme Nita Barrow, qui vient d'être nommée gouverneur général de la Barbade, Julia Alvarez, représentante adjointe de la République dominicaine auprès des Nations Unies et Emilia Castro de Barish, première suppléante du représentant du Costa Rica auprès des Nations Unies.

Bien que les déjeuners en l'honneur des déléguées au

Conseil économique et social et à l'Assemblée générale soient déjà une habitude bien établie, c'est la première fois qu'ils rendent hommage à une institution.

La terrasse ouest de la salle à manger des délégués avait un air très gai avec les affiches de l'INSTRAW collées sur chaque colonne et le numéro anniversaire d'INSTRAW *Nouvelles* placé en face de chaque chaise à la table principale.

Le dixième anniversaire de l'INSTRAW a également été célébré dans une résolution votée par le Conseil en mai dernier. Après avoir reconnu "l'importance du rôle mondial de l'Institut en tant qu'organisme international de formation et de recherche pour la promotion de la femme", le Conseil a félicité l'INSTRAW pour sa "réussite dans la mise en oeuvre" de ses programmes et il a exprimé sa "profonde satisfaction de ce que, au moment où nous fêtons les dix ans de l'INSTRAW, celui-ci ait donné des preuves de son inestimable valeur au sein du système des Nations Unies".

Le Conseil a ensuite confirmé que l'INSTRAW poursuivrait sa démarche double, en tant qu'agent de conscientisation du rôle que jouent les femmes en matière de développement et en tant que centre de recherche, de formation et d'information spécialisées. Il a recommandé à l'INSTRAW de continuer à rechercher de "nouvelles approches méthodologiques" dans ces domaines et il a remercié les Etats Membres qui effectuent des versements au fonds d'affectation spéciale de l'Institut. □

Message du Dr. Janez Drnovsek, de la Présidence de la Yougoslavie, à l'occasion du 10ème anniversaire de l'INSTRAW

A l'occasion du dixième anniversaire de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), je félicite chaleureusement l'Institut et les Nations Unies pour les succès obtenus dans le domaine de la participation des femmes au développement.

"La création de l'INSTRAW a été le couronnement de nombreuses années d'intense activité de la part des Nations Unies —lancement de l'Année internationale de la femme et de la Décennie des Nations Unies pour la femme, adoption de la Convention sur l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes et les Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme jusqu'en l'an 2000.

Il y a dix ans, l'INSTRAW a été fondé en tant qu'institution autonome au sein des Nations Unies avec la mission de devenir au niveau mondial le moteur des programmes de recherche et de formation, de contribuer à l'intégration des femmes au développement et de collecter et diffuser des informations favorisant la promotion des femmes.

Afin d'accomplir son mandat lui demandant de promouvoir le progrès des femmes dans tous les aspects de leur vie et de leur travail et dans toutes les couches de la société, l'INSTRAW a mis en place un réseau avec les organismes du système des Nations Unies ou extérieurs à celui-ci, des organisations non gouvernementales, nationales —y compris les points focaux de l'INSTRAW— et internationales. Ces efforts ont permis à l'INSTRAW de mettre au point des méthodes et des matériels de formation innovateurs et une approche d'analyse des recherches et de collecte des données unique en son genre qui constitue une réussite méthodologique spectaculaire dans le domaine de la quantification de la contribution économique des femmes.

J'aimerais féliciter tout particulièrement l'Institut pour les succès obtenus en faveur de la promotion du rôle des femmes dans les pays en développement en attirant l'attention sur l'importance capitale de leur travail productif pour le développement global. On reconnaît de plus en plus aujourd'hui que se travail est bénéfique non seulement pour les femmes mais pour tous les êtres humains. L'engagement de l'INSTRAW en faveur des femmes au sein des principales

tendances du développement et des relations économiques internationales acquiert une importance décisive, surtout maintenant que nous sommes à l'aube d'une nouvelle Décennie des Nations Unies pour le développement et que nous cherchons de nouvelles voies de coopération Sud-Sud et Nord-Sud qui mettraient activement à profit toutes les potentialités humaines.

Mon pays participe activement au travail de l'INSTRAW depuis les tous premiers jours, lui fournissant de l'aide technique et spécialisée et coopérant dans ce sens avec le point focal de l'INSTRAW en Yougoslavie. J'aimerais profiter de cette occasion pour souligner l'engagement permanent de mon pays à l'égard de l'INSTRAW et de cette noble cause.

Je félicite tous ceux qui ont permis que le travail de l'INSTRAW soit une réussite et je souhaite bien sincèrement à l'Institut de nouveaux succès à l'avenir." □

Une Saoudienne dessine une affiche pour le dixième anniversaire de l'INSTRAW

La mise en circulation d'une affiche pour célébrer le dixième anniversaire de l'INSTRAW a eu lieu à la Galerie d'art Nader, à Saint-Domingue, le 19 juillet.

L'affiche —qui est la cinquième de la série de l'INSTRAW— a été dessinée par Mounira Mossly, artiste saoudienne, dont les oeuvres ont été exposées dans plusieurs pays (*voir la reproduction en noir et blanc dans INSTRAW Nouvelles No. 14*). Mme Mossly n'est pas inconnue en République dominicaine car elle a participé à une exposition de groupe d'artistes arabes à la Galerie d'art moderne, en 1989. Diplômée des beaux-arts et d'art graphique en Egypte et aux Etats-Unis, elle est membre de la Société d'encouragement aux activités culturelles des pays du Golfe Persique et elle a remporté de nombreux prix tant dans son pays natal qu'aux Etats-Unis.

Mme Mossly travaille actuellement comme dessinatrice pour une compagnie pétrolière. Le gouvernement saoudien a apporté son soutien financier à la reproduction de l'affiche.

Cette affiche, qui représente le visage non voilé d'une jeune saoudienne portant la coiffe arabe traditionnelle contient des éléments symboliques soulignant l'héritage ancestral et l'amour du sol natal. Le visage, qui montre la

beauté des paysannes d'Arabie saoudite, se détache sur un paysage vallonné et verdoyant. Plusieurs tons d'orange dominant l'ensemble et traduisent l'emprise du soleil sur les champs et sur le désert. Dans le bas de l'affiche, sont cités quelques vers de Ghassan al-Khunaizi.

Le mandat de l'INSTRAW consiste, entre autres, à diffuser dans le monde entier l'image des femmes des pays en développement et leur contribution à l'économie. C'est dans ce but que l'INSTRAW a fait imprimer également des cartes postales, oeuvres de trois artistes dominicaines et une argentine. Les affiches et les cartes sont en vente dans les librairies des Nations Unies, à New York et à Genève. □



Publication de l'affiche de Mme Mossly pour la célébration du dixième anniversaire.

De Mme Nita Barrow, gouverneur général de la Barbade

“... J'apprécie depuis toujours le travail de l'INSTRAW. (Les) contributions personnelles (de la directrice de l'Institut) à la croissance et au développement de l'INSTRAW ont été l'un des points marquants de ces dix années de progrès que vient de parcourir l'Institut.

“Sans avoir participé personnellement au travail de l'INSTRAW, je continue à m'y intéresser de près”. □



Désignation de trois nouveaux membres du Conseil d'administration de l'INSTRAW

A la session de juin 1990 du Conseil économique et social, des femmes en provenance de trois continents différents ont été nommées membres du Conseil d'administration de l'Institut.

Gertrude Ibengwe Mongella, de la République unie de Tanzanie, est membre du parlement et elle a été ministre des Sols, des Ressources naturelles et du Tourisme. Dans le domaine éducatif, elle a travaillé en sociologie de l'éducation et elle est présidente de l'Association des enseignants diplômés de l'université de Tanzanie. Elle a une grande expérience, au niveau international et régional, de la problématique des femmes et du développement.

Originaire de Thaïlande, Amara Pongsapich est directrice de l'Institut de recherche sociale de l'Université de Chulalongkorn depuis 1987. Sa brillante carrière professionnelle commence par un B.A. d'anthropologie de l'Université de Californie et un M.A. d'anthropologie de l'Université de Washington. Elle a écrit de nombreux articles sur la participation des femmes au développement rural et sur le développement socio-économique de la Thaïlande.

Pilar Escario-Rodríguez Spiteri, qui est Espagnole, a une licence de psychologie clinique et un diplôme des beaux-arts de l'Université de Madrid. Elle s'est spécialisée dans l'étude de la situation sociale des femmes, le sexisme dans l'enseignement et l'impact des technologies nouvelles sur le travail et sur l'éducation des femmes. □

Nouvelles idées à l'extérieur du Système des Nations Unies

DAWN

Rio de Janeiro, 6-11 mai 1990

Rio de Janeiro (Brésil) a été le cadre de la réunion interrégionale de DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era). Cette réunion a étudié l'impact différencié de la crise alimentaire, énergétique et de la dette extérieure sur les défavorisés et la manière dont les femmes affrontent ces problèmes en vue d'une recherche de solutions. L'INSTRAW y était représenté par Daniela Colombo, membre du Conseil d'administration.

Les interventions axées sur les perspectives globales ou régionales ont

permis de comparer des recherches menées par des membres de DAWN sur divers modèles de développement. L'ordre du jour comportait les points suivants: options pour la crise provoquée par la dette extérieure; dialogue avec le Nord; féminisme dans le tiers monde; besoins élémentaires et recherche de solutions. Les exposés régionaux se sont intéressés plus particulièrement aux femmes et la crise en Amérique latine; les organisations et les mouvements de femmes dans les pays de la Caraïbe membres du Commonwealth dans le contexte de la crise économique

mondiale des années 80; les visions et mouvements des femmes africaines; et la crise alimentaire, énergétique et de la dette extérieure considérée du point de vue des femmes dans l'Asie du Sud.

Le comité directeur de DAWN s'est également réuni afin de préparer le calendrier des activités futures de l'organisation aux niveaux régional, interrégional et mondial dans le domaine de la recherche, les communications, les relations internationales, la conscientisation, la formation et les publications. □

Féminisation de la Pauvreté

Washington, le 21 mai 1990

La directrice sortante de l'INSTRAW, Dunja Pastizzi-Ferencic, qui considère la pauvreté comme l'une des "principales dégradations de l'environnement" a parlé de la féminisation de la pauvreté devant l'Overseas Development Council du Forum des employés du Congrès. Elle a dit que près d'une femme chef de famille sur trois appartenait à la catégorie des personnes les plus défavorisées —situation encore aggravée apparemment par les programmes d'ajustements structurels prescrits par les organismes internationaux de financement qui ont laissé de côté la "dimension humaine du développement".

La situation économique internationale a eu un certain nombre d'effets négatifs sur les femmes, de l'avis de Mme Pastizzi-Ferencic, qui base la plupart de ses remarques sur l'*Enquête mondiale sur le rôle des femmes dans le développement*, actualisée en 1989. La crise a entraîné une baisse "dramatique" du revenu par habitant et une

augmentation "sans précédent" du chômage, tant dans les pays en développement que dans les pays développés.

Cependant, les femmes ont prouvé tout au long de l'histoire qu'elles savaient très bien "gérer les crises" et la crise actuelle n'est pas une exception, a dit Mme Pastizzi-Ferencic. Pendant près de vingt ans, les femmes ont servi, une fois de plus, de "réservoir de main-d'oeuvre de remplacement" et elles ont grossi les rangs du secteur non structuré, réussissant de la sorte à assurer la survie de leur famille. Dans les zones rurales et urbaines, on embauche les femmes du tiers monde pour la sous-traitance industrielle, comme travailleuses agricoles saisonnières et dans l'agriculture de subsistance. Mais les activités du secteur non structuré progressent également dans les pays développés, sous forme d'unités de production au sein du foyer, de travail sous-traité et de pluri-activités des femmes rurales.

Mme Pastizzi-Ferencic a ensuite

analysé les actions de l'Institut pour documenter la féminisation de la pauvreté; puisque la plupart des études sur ce sujet s'appuient sur les données existantes et sur des approches économiques conventionnelles, une nouvelle orientation conceptuelle et méthodologique se révèle nécessaire. Elle a dit que la quantification de la pauvreté —mot très controversé pendant longtemps— est "très inexacte" en ce qui concerne les femmes. En combinant des indicateurs sur le revenu national brut par habitant, le taux d'analphabétisme et de longévité, les statistiques sont distorsionnées et "l'indice de développement humain" des femmes a l'air d'être supérieur à celui des hommes. L'une des tâches fondamentales et innovatrices de l'INSTRAW avant même d'essayer de redéfinir la pauvreté consiste à réévaluer le travail des femmes au sein du secteur non structuré.

La méthode utilisée par l'INSTRAW a été testée dans quatre pays pilotes

d'Afrique ainsi que l'a dit Mme Pastizzi-Ferencic au cours de son allocution. Les données préliminaires confirment les énormes possibilités du secteur non structuré: si l'on ajoute le commerce non organisé à l'agriculture de subsistance, le secteur non structuré devient la principale source d'emplois et de revenus pour la majorité des hommes et des femmes. L'élaboration des politiques devrait donc en tenir comp-

te, et Mme Pastizzi-Ferencic, pour conclure, a fait les recommandations suivantes:

Le secteur non structuré doit être exclu des mesures de politique fiscale afin d'encourager sa croissance. L'assistance technique doit être incentivée par l'instauration de mesures d'encouragement aux innovations technologiques. Sur le plan pratique, les femmes doivent être conseillées en matière de

commercialisation, d'achat des facteurs de production et de sous-traitance et elles doivent faire des stages de formation en vue d'accroître leur productivité. L'une des principales mesures d'encouragement doit porter sur l'accès des femmes au crédit sans aval ni garantie.

Enfin, le travail des femmes dans le secteur non structuré doit s'intégrer dans une politique de l'emploi beaucoup plus vaste. □

Les femmes sont mises à l'ordre du jour du Symposium des inventeurs

Tampere (Finlande), 13-17 août 1990

Pour la toute première fois, les femmes ont été mises à l'ordre du jour d'un symposium international consacré aux problèmes des inventeurs. Le "Symposium sur les inventeurs et la promotion des inventions" était organisé sous les auspices de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de la Fédération internationale des associations d'inventeurs, avec la collaboration de l'Organisation centrale de l'Association des inventeurs finlandais et l'Université technologique de Tampere et l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce symposium est le quatrième d'une série de réunions qui se tiennent tous les deux ans. Les trois premiers avaient eu lieu à Genève (1984), Stockholm (1986) et Beijing (1988). Ils avaient pour thèmes respectifs la situation des inventeurs, les inventions en faveur du développement et la créativité et la mise en valeur des activités d'invention.

La participation au symposium était ouverte aux nationaux de tous les pays membres de l'OMPI et de la Fédération. La réunion a été l'occasion de mettre en commun des informations en provenance du monde entier et de procéder à des échanges de vues sur les questions relatives aux inventeurs et aux activités d'invention.

L'ordre du jour comportait les points suivants: les femmes inventeurs, les jeunes inventeurs (de 6 à 12 ans et de 12 à 18 ans), les mass-médias et les

communications, la commercialisation des inventions, les régimes d'assurance pour les brevets et la gestion des associations d'inventeurs. Des experts internationaux de renom ont présenté chacun des thèmes au cours des plénières qui ont été suivies de réunions de travail ouvertes à tous les participants.

D'autres manifestations avaient lieu en même temps à Tampere: une exposition des inventions finlandaises à la Foire industrielle et commerciale, l'Assemblée générale de la Fédération et une série de conférences en finlandais à l'intention du secteur commercial et industriel. □

Mouvements associatifs dans le développement communautaire

Gisenyi (Rwanda), 9-14 février 1991

L'Association internationale pour le développement et l'action communautaire (AIDAC) qui a son siège à Marcinelle (Belgique), organise un colloque international sur "Les mouvements associatifs dans le développement communautaire", avec la collaboration du ministère rwandais de la Jeunesse et des Mouvements associatifs, la Préfecture de Gisenyi, le Centre de recherche et de formation coopératives à Kigali, l'Université de Butara et la province belge du Hainaut. Les participants de ce colloque seront des représentants des différentes sortes de mouvements associatifs, et notamment, des mouvements de femmes, des associations de jeunes et de professionnels, des coopératives, des associations cultu-

relles, éducatives, sanitaires et de tout autre secteur et des agents responsables du développement communautaire.

Cette réunion se propose d'étudier comment les mouvements associatifs peuvent contribuer à satisfaire les besoins des populations, comment le développement communautaire peut attirer les mouvements associatifs ainsi que la composition de ces mouvements et les tâches spécifiques qu'ils se sont fixées. La réunion permettra aux participants de mettre en commun les résultats qu'ils ont atteints dans leur propre mouvement et aux représentants des organisations de développement communautaire officielles ou privées de faire le bilan de leur collaboration avec le mouvement associatif. □



Marché Indien à Ambato
Ecuador

Photo ONU, Milton Grant

"CONSIDERER LA QUESTION..."

(Suite de la page 26)

femmes et il n'y aurait pas d'institut pour lui procurer les informations et les statistiques dont il a besoin ni pour engager des actions ou élaborer des propositions et des recommandations. C'est simple, sans l'INSTRAW, les Nations Unies ne pourraient pas mener à bien leur mission.

IN: Et à l'extérieur du système des Nations Unies?

HP: C'est difficile à dire; je ne peux parler qu'au nom de la Finlande où l'INSTRAW nous aide actuellement à pénétrer à l'intérieur du système des Nations Unies. Cependant, je crois que le travail de l'INSTRAW est d'une importance considérable pour les pays en développement.

IN: Parlez-nous de la condition des femmes dans les pays scandinaves.

HP: Les pays scandinaves sont généralement plus égalitaires que ceux des autres régions, probablement parce qu'ils sont tellement petits: la population du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède réunis n'est que de 20 millions, ce qui rend les choses plus faciles à faire.

La Finlande et la Nouvelle Zélande ont été les premiers pays à accorder les droits politiques aux femmes. La Finlande a élu pour la première fois des femmes au parlement en 1907 où elles étaient alors 10% des députés; de nos jours 33% des parlementaires sont des femmes.

Les Finlandaises n'ont pas encore obtenu la satisfaction de toutes leurs revendications, à mon avis; elles sont encore exploitées, par exemple, en

matière de volume de travail, qui a tendance à s'accroître.

La législation sociale, elle aussi, est bonne. La législation finlandaise prescrit que tout enfant de moins de trois ans a le droit d'aller à une garderie; les mères ont droit à un congé de maternité d'un an et si elles restent chez elles, elles reçoivent une allocation pendant trois ans après la naissance de leur enfant.

La société finlandaise est l'objet actuellement d'une transformation accélérée. Il n'y a plus en général d'employées de maison en Scandinavie, car l'industrialisation a ouvert d'autres débouchés aux femmes. A Helsinki, il y a pénurie de main-d'oeuvre féminine encore aggravée par le fait que l'immigration est rare dans notre pays. □

Bibliothèque

sélection des publications de l'INSTRAW

Proceedings of the International Consultative Meeting on Communications for Women in Development. INSTRAW, Saint-Domingue, 1990, en anglais, INSTRAW/SER. A.21

Cette réunion qui s'est déroulée du 24 au 28 octobre 1988 grâce à l'appui du gouvernement italien et de la Friedrich Ebert Stiftung, faisait partie des initiatives de l'INSTRAW pour aider à la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi (cf. *INSTRAW Nouvelles No. 12*). Elle avait pour but d'analyser les stratégies et les techniques concernant la participation des femmes au développement et d'élaborer des directives pour les politiques et les programmes axés sur l'utilisation des technologies de communication.

Les travaux de cette réunion ont été publiés en 32 fascicules séparés de sorte que les personnes intéressées peuvent demander des exemplaires de l'une des interventions en particulier. Le premier chapitre — Première partie — contient la table des matières, le discours d'inauguration et le rapport de la directrice de l'INSTRAW, la liste des participants (ainsi que leur adresse), la liste des rapports et le résumé de chacun des exposés. Les textes in ex-

tenso des 32 interventions sont présentés dans les chapitres suivants et constituent la Deuxième partie. Les interventions sont publiées dans leur langue originale.

Le personnel de l'INSTRAW est responsable de trois interventions: un panorama général du rôle que jouent les communications dans l'intégration de la dimension femmes au développement; les méthodologies de formation modulaires multimédias de l'Institut; et l'informatique en tant qu'instrument pour l'amélioration des communications en faveur des femmes et du développement. Les 12 interventions suivantes sont des études de cas sur l'utilisation des communications pour favoriser la participation des femmes au développement dans quelques pays en particulier — Kenya, Malaisie, Chine, Nigéria, Zimbabwe et Inde — ainsi que des analyses portant sur la manière dont les technologies de communication modernes sont utilisées ou peuvent l'être.

Les résultats obtenus par neuf organismes ou institutions des Nations Unies sont également présentés dans cet ouvrage. Les techniques de communication concernant les femmes et la production agricole sont présentées par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) alors que le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) décrit comment il s'est servi des communications pour accroître la participation des femmes à la gestion des établissements.

Les six derniers exposés permettent de mieux connaître les organisations non gouvernementales qui travaillent dans le domaine des communications, telles que Women's Future Service de l'Inter Press Service, la base de données informatisée sur la participation des femmes au développement d'Isis International et le réseau de communication parallèle pour le tiers monde mis au point par MUDAR (DAWN).

A Framework for Training Women Managers in Public Enterprises in Developing Countries. *International Cen-*

ter for Public Enterprises in Developing Countries (ICPE)/ INSTRAW. Saint-Domingue, 1990. 160 p. Texte en anglais. INSTRAW/SER. B/41.

Lorsqu'on élabore un programme spécial de formation pour des femmes gestionnaires, l'objectif global ne consiste pas à établir des distinctions entre la formation des hommes et celle des femmes, mais plutôt de: a) préparer des programmes d'études qui mettent en relief les connaissances fonctionnelles/appliquées et les compétences en matière d'administration générale; b) illustrer et analyser les problèmes que doivent affronter les femmes dans l'application de ces connaissances et de ces compétences de la gestion, et c) offrir un cadre de référence pour la mise en oeuvre qui permette aux femmes de recevoir une formation en gestion d'un niveau comparable à celui des hommes.

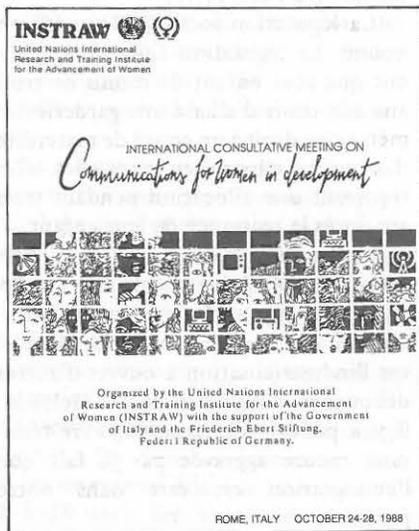
L'auteur passe d'abord en revue la formation basée sur des modules traitant des femmes dans le développement, tout en établissant un rapport entre ces modules et la formation modulaire en gestion. Cette publication inclut également des critères d'application pour les programmes d'études modulaires destinés aux femmes gestionnaires.

Le Module I, "Cours de gestion de la supervision pour femmes dans les entreprises publiques industrielles", est destiné aux femmes occupant des postes de supervision ou en attente d'être promues à de telles postes. Sa durée est de deux semaines.

La première partie du Module II intitulé "Cours de gestion des opérations pour femmes cadres moyens", s'adresse à des femmes possédant l'expérience professionnelle et/ou les qualifications académiques requises, occupant des postes de cadres. Ce cours dure trois semaines.

La deuxième partie, "Formation de directeurs du personnel et de responsables des relations professionnelles", intéresse les femmes directrices du personnel et a une durée de quatre semaines.

Le Module III, "Cours général de gestion pour cadres supérieurs fémi-



nins", contient du matériel de formation pour des femmes occupant des postes de direction de haut niveau et s'étend sur une période de six mois.

Statistics on Women. *Compilation des interventions de la deuxième réunion INSTRAW-CEE sur les statistiques concernant les femmes*, 226 p., en anglais, INSTRAW/SER. A.22. (française en préparation).

Cette réunion a essentiellement porté sur trois thèmes majeurs: a) la quantification plus exacte de la participation des femmes à la population active; b) la quantification du facteur main d'oeuvre; et c) les statistiques nécessaires pour la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. Les apports considérables des recherches dans le domaine des statis-

d'évaluation du travail des ménages pour les comptabilités nationales, du travail des femmes en tant que dispensatrices de soins à leur propre famille, les aspects étudiés par les enquêtes sur l'emploi du temps, etc...

Etant donné que cette publication regroupe d'importants travaux réalisés dans plusieurs domaines statistiques relatifs aux femmes, lesquels posent problème, elle constitue une source précieuse d'informations sur les concepts récents et actuels en matière de quantification du travail des femmes. Elle peut, de ce fait, se convertir en un document de référence très utile pour les bureaux nationaux de statistique et les instituts de recherche.

Making Women Matter: The Role of the United Nations. *Hilkka Pietila et Jeanne Vickers.* Londres, Zed Books, 1990, 177 p., en anglais.

Ce livre —publié conjointement par l'INSTRAW et le Service de liaison Nations Unies-Organisations non gouvernementales— se propose de décrire les variations qu'a subie la manière de voir les femmes, leurs performances et leurs contributions au cours des 45 années d'existence des Nations Unies, et il se concentre tout particulièrement sur le rôle de catalyseur de l'Organisation, théâtre politique où de nombreuses décisions, d'une portée considérable, ont été prises en faveur des femmes. Prenant comme point de départ une décision de la Conférence de Nairobi en 1985, les auteurs analysent le développement du point de vue des femmes, de même que les Stratégies prospectives d'action de Nairobi et la Décennie des Nations Unies pour la femme. Elles analysent ensuite les organes de décision intergouvernementaux qui s'occupent des questions des femmes, la manière dont les Nations Unies ont démontré leur engagement envers la cause des femmes, les nouveaux droits des femmes —tels qu'ils sont établis dans la Charte des Nations Unies et dans la Convention sur l'élimination de toutes les for-

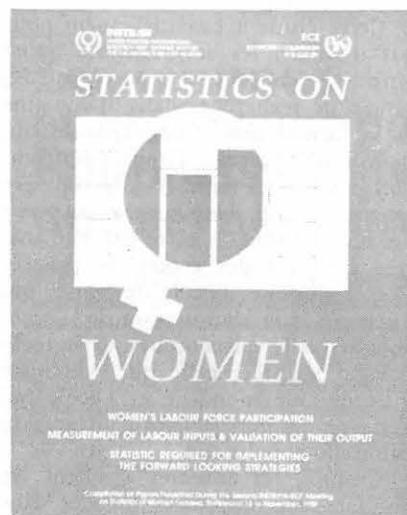
mes de discrimination à l'égard des femmes— et le futur des femmes pour ce qui concerne l'Organisation. Sept annexes contiennent les directives et listes de contrôle pour les femmes et le développement élaborées par l'INSTRAW, le texte in extenso de la Convention et des documents issus des Conférences mondiales sur les femmes.

On peut acquérir ce livre au Royaume-Uni en s'adressant à Zed Books Ltd., 57 Caledonian Road, Londres N1 9BU, et aux Etats-Unis, en s'adressant à Humanities Press International, Inc., 171 First Avenue, Atlantic Highlands, N.J. 07716, tél. 201/872.1441 ou 800/221.3845.

Women and Credit. *Compilation de six monographies, INSTRAW, Saint-Domingue, 1990, en anglais (sous presse).*

Ce recueil de monographies présente tout d'abord un panorama général des problèmes et des politiques qui pénalisent l'accès des femmes au crédit. Il se base sur trois prémisses: premièrement, les femmes sont liées tant directement qu'indirectement à l'économie mondiale; deuxièmement, elles contribuent de manière importante à la richesse des nations bien qu'une partie significative des résultats de leur travail ne soit pas quantifié en termes monétaires; troisièmement, la plupart des femmes se situent en dessous du seuil de pauvreté. Ce fait, bien plus que n'importe quel autre dénombrement statistique, traduit bien l'accès inégal des femmes aux capitaux, aux immobilisations et aux revenus.

La première monographie *Le manque d'accès au crédit des femmes: problèmes et politiques*, de Mme Krishna Ahooja-Patel, décrit les facteurs qui, dans la plupart des pays en développement, ont limité, dans une grande mesure, l'accès des femmes aux ressources de financement. La monographie analyse la marginalité des femmes au sein de la société et leur persistante mise à l'écart des institutions



tiques sur les femmes ont été soulignés dans les interventions des représentants des différents pays. Les organismes internationaux concernés sont cités dans cet ouvrage.

En plus des résultats obtenus par les différents pays en matière de compilation des statistiques et des indicateurs, les exposés traitent des méthodes

juridiques, économiques et financières.

La deuxième monographie, *Possibilités de crédit pour les femmes des pays en développement*, de Michele Olivier, porte essentiellement son attention sur le fait qu'il faut améliorer les ressources en capitaux des femmes et elle montre que ce facteur est l'un des meilleurs moyens pour accroître les offres d'emploi destinées aux femmes analyse plusieurs programmes de crédit, ciblés sur les femmes à faibles revenus, qui ont eu du succès dans divers pays. L'on peut en tirer, notamment, les leçons suivantes: il est nécessaire de réduire au maximum les formalités pour les demandes de prêts; les emprunteuses pauvres ont du mal à satisfaire la demande d'aval; les prêts en faveur des groupes de solidarité ont des résultats positifs.

La troisième monographie, *Amélioration de l'accès au crédit des femmes en Asie: résultats obtenus et limites*, de Noeleen Heyzer, examine le cas des programmes d'aide au crédit et d'auto-assistance ciblés sur les femmes qui ont eu du succès en Asie. Cette monographie analyse en particulier les projets ruraux à petite échelle et ceux pour le secteur non structuré urbain au Bangladesh, en Inde, en Malaisie, au Népal et en Papouasie-Nouvelle Guinée.

La quatrième monographie, *Accès au crédit des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes*, d'Arelis Gómez, analyse le rôle que joue le crédit en faveur de la promotion des femmes et elle montre que le revenu des femmes est capital pour la survie économique des familles. De ce point de vue, la participation des femmes aux programmes de crédit officiels ou non officiels et aux projets d'assistance technique est une condition *sine qua non* pour améliorer le niveau des revenus.

La cinquième monographie, *Accès au crédit des femmes en Afrique*, de Gloria Nikoi, prend le Ghana comme exemple afin d'étudier les facteurs qui empêchent les femmes d'accéder aux institutions officielles de crédit. Des exemples de programmes de financement parallèle, couronnés de succès, sont examinés ainsi que deux projets innovateurs du secteur officiel visant à améliorer l'accès des femmes au crédit.

La sixième monographie, *L'accès des femmes à la propriété considérée comme une immobilisation: analyse des législations de 59 pays*, de Katherine Mendez, examine trois domaines juridiques — les lois sur l'héritage, les lois sur les réformes agraire et foncière et les lois régissant l'accès des femmes au crédit et elle montre la manière

dont ces trois types de lois influent sur l'accès des femmes à la propriété foncière. La monographie étudie ces lois dans 59 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe occidentale, d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi qu'en Union soviétique et au Canada.

Cet ouvrage se propose d'attirer l'attention sur l'accès inégal des femmes aux ressources financières, ce qui continue à être un élément d'inégalité préoccupant dans le contexte de la poursuite du développement économique et social. Il souligne clairement qu'il est urgent de porter remède au manque d'accès des femmes au crédit financier. Pour cela, il est évident que des réformes juridiques et financières profondes sont nécessaires à l'échelon national, appuyées par ferme volonté politique, en vue de mettre fin aux pratiques discriminatoires envers les femmes, et plus particulièrement envers les femmes pauvres dont les problèmes continuent, dans une grande mesure, à être passés sous silence.

Women's Access to Technology. Série résultats de recherches. INSTRAW, Saint-Domingue, 1990. INSTRAW/SER. B/42, 62 p., en anglais.

Cette publication contient deux exposés et une bibliographie sur la problématique des femmes et la technologie. La première partie contient une intervention de Krishna Ahojja-Patel, ancienne sous-directrice de l'INSTRAW, intitulée "Tendances récentes dans le domaine des femmes et du développement technologique". Cette étude examine le manque d'accès des femmes à la technologie et les coûts sociaux qu'implique cette barrière qui écarte les femmes des bienfaits du progrès technologique.

L'auteure commence par faire l'inventaire des résultats de recherches menées par plusieurs organismes et institutions des Nations Unies au cours de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Ces idées fausses sont à l'origine des biais qui existent dans l'analyse de l'impact des technologies nouvelles sur les femmes. La première de ces erreurs consiste à considérer les femmes comme un groupe homogène et la seconde établit qu'un ménage peut être considéré comme une unité aux fins d'analyse sans distinction d'aucune sorte entre les personnes qui le composent. Des recherches récentes menées par plusieurs organismes des Nations Unies se proposent de rectifier ces idées fausses et leurs conséquences pour l'analyse de la problématique des femmes et le progrès technologique.

Le fait que les femmes n'aient pas accès à la technologie et à ses bienfaits est considéré comme une conséquence de l'inégalité des femmes au sein de la société, laquelle se manifeste de plusieurs manières, et notamment: la place secondaire qu'elles occupent au sein de l'unité familiale, leur degré moindre d'éducation et de formation en comparaison avec les hommes, ce qui va de pair avec les attitudes et les stéréotypes traditionnels, le manque d'accès des femmes aux facilités du crédit, l'absence de plateforme pour la défense de leurs droits en tant que travailleuses et leur absence quasi totale des organes de décision.

L'auteure conclut que cette mise à l'écart des femmes des progrès technologiques représente, en termes de ressources humaines non utilisées, un coût social considérable et a des conséquences sur les initiatives en faveur du développement national. Elle recommande instamment de faire participer les femmes au processus de développement global.

La deuxième partie contient un exposé de Susan C. Bourque et de Kay B. Warren, intitulé "Prise de conscience conceptuelle à partir de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985)". Cet exposé constitue un rapport d'une qualité remarquable qui souligne le lien unissant les femmes et la technologie.

Cette étude a essentiellement pour but d'évaluer les contributions qu'en termes de concepts a apporté une décennie de recherches dans le domaine de la formulation et des réponses aux questions concernant l'impact des technologies sur les femmes et le rôle que jouent celles-ci dans la mise au point des technologies. A cette fin, elle analyse cinq grandes écoles de pensée: l'École Luddite, l'école de pensée qui s'occupe de la féminisation de la technologie, celle qui s'occupe de la technologie adaptée, celle qui s'intéresse à l'économie mondiale et l'école qui s'occupe des perspectives d'intégration culturelle et politique.

Ensuite, les auteurs étudient les résultats des recherches menées dans le domaine de l'éducation et de l'emploi afin de montrer que les analyses féministes compliquent les recommandations faites actuellement, en matière de politiques, par les planificateurs du développement. Le dernier chapitre contient des études de cas, à Hong-Kong et au Mexique, sur les femmes qui travaillent dans des entreprises multinationales utilisant des techniques de pointe. □

Notre choix

Women and the World Economic Crisis. Programme conjoint du Comité d'information des Nations Unies—Organisations non gouvernementales, groupe de travail sur les femmes et le développement. Genève, 1989, 177 p., en anglais.

Ce coffret informatif est le sixième d'une série élaborée afin de servir de matériel éducatif sur le développement et il est destiné aux groupements de femmes, aux universités, aux écoles, aux instituts de recherche et de formation, aux ministères et organismes d'exécution qui travaillent en faveur de la participation des femmes au développement.

Le coffret comporte cinq parties, consacrées chacune d'elles à un aspect différent du sujet. Krishna Ahojapatel, ancienne sous-directrice de l'INSTRAW, a écrit l'introduction au coffret. La première partie, "La crise économique mondiale et son impact sur les femmes" étudie la crise économique mondiale qui prend nais-

sance pendant les années 70 avec l'augmentation du prix des hydrocarbures et s'aggrave pendant les années 80 avec le problème de la dette extérieure.

La deuxième partie, "Réponses à la crise" passe en revue certaines politiques et certains programmes mis en oeuvre à l'échelon national ou international afin de pallier aux effets écrasants de l'endettement et des politiques d'ajustements structurels sur les initiatives de développement des sociétés au Nord comme au Sud. Elle présente les stratégies "humanisées" d'organisations comme le FISE et la Banque Mondiale ainsi que la Déclaration de Khartoum qui établit qu'il ne peut y avoir de véritable ajustement structurel que si celui-ci a une dimension humaine.

La troisième partie contient des études de cas qui mettent en valeur les conséquences de la dette extérieure et de la pauvreté sur la vie des femmes, au Ghana, en Jamaïque, au Mexique, aux Philippines et en Zambie.

La quatrième partie "Programme

d'éducation pour le développement et guide en vue d'actions" présente des propositions de ce que peuvent réaliser les groupements locaux et les individus pour diffuser des informations au sujet de la situation et pour encourager les actions locales destinées à accroître la solidarité entre les communautés du Nord comme du Sud.

Une bibliographie choisie, la liste des principales organisations concernées et un glossaire des termes utilisés constituent la cinquième partie.

Credit for the Poor: Past Activities and Future Directions for UNDP. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), document directif pour analyse des politiques, de Jeffrey Ashe et Christophe E. Cosslet, New York, PNUD, 1989, 142 p., en anglais.

Cette étude analyse les méthodes utilisées pour mettre au point des projets de micro-financement efficaces et rentables. Elle est conçue afin d'offrir les connaissances et les recommandations indispensables pour la conception, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des projets et des composantes du crédit.

La première partie trace un panorama général de l'importance d'une disponibilité immédiate de crédit, et elle analyse les problèmes les plus fréquents au moment de s'adresser aux banques et aux organisations non gouvernementales. Cette partie contient un article sur le secteur non structuré et sur les caractéristiques des projets de prêts qui ont du succès ainsi qu'un chapitre sur les institutions financières intermédiaires.

La deuxième partie étudie les résultats obtenus récemment par le PNUD dans le domaine du crédit et elle évalue l'impact des projets de cet organisme dans ce domaine. Des directives générales pour la conception et la mise en oeuvre des projets sont présentées dans cette deuxième partie ainsi qu'un article sur le choix d'un secteur pour les études de faisabilité, la promotion, le choix d'emprunteurs sérieux, la concession du crédit et la manière de s'assurer un remboursement efficace ainsi que les services d'assistance technique pour la gestion du crédit. □

Les femmes et le développement rural: Rapports analytiques publié par une revue et une base de données

CAB International, organisation non gouvernementale à but non lucratif, dont le siège est au Royaume-Uni, propose des rapports analytiques de documents sur les femmes rurales du tiers monde de deux manières différentes: par la revue *Rural Development Abstracts (RDA)* et une recherche hors ligne sur la base de données CAB Abstracts.

La revue, qui paraît tous les trimestres, présente chaque année 2.500 rapports analytiques de documents portant sur le développement rural: revues spécialisées, publications d'organismes de développement, livres, rapports de recherche d'universités et un vaste éventail de publications éditées dans les pays en développement et introuvables ailleurs.

En 1989, cette revue a publié plus de 250 rapports analytiques sur le rôle des femmes au sein des ménages ruraux, les organisations communautaires de base, les projets de développement, la foresterie, la conservation de l'environnement et les petites exploitations agricoles dans le tiers monde. Ils sont présentés dans deux rubriques spéciales, intitulées "Femmes" et "Main-d'oeuvre féminine".

Depuis 1978, cette revue a publié plus de 26.000 documents bibliographiques —dont 2.400 sur les femmes— et des rapports analytiques qui sont également inclus dans la base de données CAB Abstracts. L'on peut également obtenir une édition mensuelle actualisée des références sur un thème précis, les femmes par exemple, contenant chaque mois quelques 25 rapports analytiques. Les mots clés en ce qui concerne les femmes sont, entre autres: la condition des femmes, le travail des femmes, la division du travail et les rôles sexuels. Les recherches documentaires que l'on peut effectuer concernent: les femmes des petites exploitations agricoles en Afrique; l'impact de la révolution verte sur les femmes; les femmes et les projets de foresterie; les femmes rurales au Nigéria et les femmes rurales en Inde. □

Nouvelles internes

● En mars 1990, Adrea Mach, administratrice de projets concernant les femmes au Département de l'information de l'ONU a rendu visite à l'Institut afin d'examiner les modalités de collaboration avec l'INSTRAW.

● *La Première dame du Guatemala, Raquel Blandón de Cerezo, a été informée des activités et des programmes de l'INSTRAW; elle était venue à Saint-Domingue assister au Congreso de Mujeres Demócratas Cristianas. Mme Blandón de Cerezo avait déjà rendu visite en février dernier au bureau de liaison de l'INSTRAW à New York.*

● En avril, l'Ambassadeur de Suède en République dominicaine, Lennart Klackenbert, a fait une visite de courtoisie à l'Institut.

● *Rebeca de los Rios, coordinatrice du programme Femmes et Santé à l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) dont le siège se trouve à Washington, est venue pour connaître les modules de l'INSTRAW sur les femmes et l'eau.*

● Thais Aguilar, coordinatrice régionale pour l'Amérique latine du Servicio Especial de la Mujer, agence de presse de Rome, dirigée par des femmes à l'intention des femmes, a fait une visite de travail à l'INSTRAW.

● *Elizabeth Marsollier, originaire du Canada, a été nommée à l'INSTRAW en tant que spécialiste des communications.*

● Florissa Abreu, économiste dominicaine, est devenue assistante de recherche à l'INSTRAW.

● *Clorinde Zéphir, fondatrice d'ENFOFAM, ONG haïtienne qui travaille en faveur des femmes, est venue d'Haïti afin d'être informées des activités récentes de l'Institut.*

● En juin dernier, le directeur régional du Banco de la Mujer en République dominicaine a été mis au courant des programmes de l'Institut.

● *Claire Ball, d'Help Age International, est venue discuter la proposition de l'INSTRAW concernant l'élaboration d'un coffret d'information ainsi que d'un film vidéo sur les femmes âgées en Amérique latine et dans les Caraïbes.*

● L'attachée de liaison INSTRAW/FIDA, Vera Gathright est venue au

siège de l'INSTRAW en juillet dernier en mission d'enquête.

● *Le Dr George Alleyne, sous-directeur de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) nous a fait une visite de courtoisie.*

● Alexandra George, écrivain qui réside à New York, vient d'être nommée consultante de l'INSTRAW et elle a rédigé plusieurs documents d'information générale pour l'Institut.

● *En août, Martin Kaiser, de l'Uni-*

versité de l'Etat du Kansas, a procédé à des échanges de vues avec le personnel de l'Institut sur les programmes de l'INSTRAW dans le domaine des femmes du troisième âge.

● Grâce au soutien financier de la Fondation John Sloan Dickey, Michele Turner, du Dartmouth College, est venue faire un stage de trois mois à l'INSTRAW et travailler aux plans d'études concernant la participation des femmes au développement. □

La directrice de l'INSTRAW est nommée au siège de L'ONU

Dunja Pastizzi-Ferencic, qui dirigeait l'INSTRAW depuis sa création, a quitté l'INSTRAW le 1er août afin d'occuper le poste de directrice de la Division des ressources naturelles et de l'énergie au Département de coopération technique pour le développement, au siège des Nations Unies à New York.

Le nom de Mme Pastizzi-Ferencic est pratiquement synonyme de celui de l'INSTRAW. Entrée à l'Institut en janvier 1981, elle en a été la première directrice et elle a été chargée de la mise en place de sa structure administrative. Depuis lors, elle a joué un rôle capital dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes de l'INSTRAW et elle a également beaucoup contribué aux actions de collecte de fonds au profit de l'Institut.

Auparavant, elle avait occupé plusieurs autres postes, et notamment celui d'attachée de recherche de première classe à l'Institut des pays en développement et à l'Institut de recherches africaines, tous deux à Zagreb. Elle était l'auteur de nombreux articles sur la coopération technique, le développement industriel, le développement économique des pays africains et les femmes. Mme Pastizzi-Ferencic avait également été consultante des gouvernements vénézuélien et panaméen et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et elle avait été membre de diverses délégations yougoslaves à l'occasion de réunions internationales.

La directrice sortante de l'INSTRAW possède l'équivalent de deux maîtrises et un diplôme d'études universitaires supérieures, tous trois de l'université de Zagreb, en linguistiques et littératures anglaises et françaises, en économie et commerce internationaux et en théorie générale et politique du développement économique. Sa thèse avait pour titre "Processus d'intégration dans les pays en développement."

Mme Pastizzi-Ferencic, qui est née à Zagreb, est mariée et elle a des jumelles.

Une soirée d'adieux en son honneur a eu lieu en septembre, à Saint-Domingue. Ses collègues de l'INSTRAW lui souhaitent beaucoup de succès dans son nouveau poste, mais elles la regretteront profondément. □

Conseil d'administration

FABIOLA CUVI ORTIZ
Equateur

HAWA DIALLO
Mali

PENELOPE RUTH FENWICK
Nouvelle Zélande

ELENA ATANASSOVA LAGADINOVA
Bulgarie

GULE AFRUZ MAHBUB
Bangladesh

GERTRUDE IBENGWE MONGELLA
République unie de Tanzanie

VICTORIA N. OKOBI
Nigéria

VIRGINIA OLIVO DE CELLI
Venezuela

AMARA PONGSAPICH
Thaïlande

PILAR ESCARIO RODRIGUEZ-SPITERI
Espagne

KRISTIN TORNES
Norvège

Membres de droit

Un représentant du Secrétaire général
La directrice de l'Institut
Des représentants des cinq commissions économiques
régionales des Nations Unies
Un représentant du gouvernement de la
République dominicaine

Institut International de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

INSTRAW

INSTRAW
nouvelles 
FEMMES ET DEVELOPPEMENT

Le but principal d'*INSTRAW Nouvelles* est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

INSTRAW Nouvelles vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement.

INSTRAW Nouvelles, publié en anglais, en espagnol et en français, circule à 14.500 exemplaires.

Veillez adresser les demandes d'information, et changements d'adresse à:

INSTRAW, Boîte postale 21747,
Saint-Domingue, République dominicaine,
téléphone (809) 685-2111, télécopie (809) 685-2117
télex (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York:
Bureau S-3094, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017,
téléphone (212) 963-5684; télécopie (212) 963-2978.

Les articles d'*INSTRAW Nouvelles* peuvent être reproduits à condition de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs et lectrices sont les bienvenus.

L'INSTRAW se réserve le droit d'abrégé des textes en fonction de l'espace disponible.

Institut International de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

INSTRAW

INSTRAW
nouvelles 
FEMMES ET DEVELOPPEMENT

Le but principal d'*INSTRAW Nouvelles* est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

INSTRAW Nouvelles vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement.

INSTRAW Nouvelles, publié en anglais, en espagnol et en français, circule à 14.500 exemplaires.

Veillez adresser les demandes d'information, et changements d'adresse à:

INSTRAW, Boîte postale 21747,
Saint-Domingue, République dominicaine,
téléphone (809) 685-2111, télécopie (809) 685-2117
télex (326) 4280 WAR SD.

Bureau d'appui à New York:
Bureau S-3094, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017,
téléphone (212) 963-5684; télécopie (212) 963-2978.

Les articles d'*INSTRAW Nouvelles* peuvent être reproduits à condition de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs et lectrices sont les bienvenus.

L'INSTRAW se réserve le droit d'abrégé des textes en fonction de l'espace disponible.